



2^e RENCONTRE NATIONALE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LUTTE AU DÉCROCHAGE

Actes

**PARTAGER
NOS RÉUSSITES**

**ENRICHIR
NOS PRATIQUES**

2 et 3 avril 2009
Campus Notre-Dame-de-Foy
Saint-Augustin-de-Desmaures



COMITÉ ORGANISATEUR

ROCQLD :

Bineta Ba, directrice générale
Nicole Éva Morin, adjointe administrative
Michel Plamondon, responsable des communications
Isabelle Talbot-Fournier, agente de développement et coordonnatrice de la 2^e Rencontre

Organismes membres du ROCQLD :

Adèle Boudreau, directrice générale, Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette
Hélène Bruneau, coordonnatrice, Programme Alternative au décrochage du Plateau Mont-Royal
Marie-Lyne Brunet, coordonnatrice du volet en soutien scolaire, Je Passe Partout
Manon Leclerc, coordonnatrice, L'ABC des Hauts Plateaux Montmagny-L'Islet

Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec – CTREQ (consultatif) :

Éric Demers, coordonnateur à la liaison
Hélène Rioux, directrice des communications

ANIMATION DE LA RENCONTRE

Mme Nicole Lacelle, sociologue, présidente d'assemblées et formatrice à titre professionnel.

MERCI AUX PERSONNES-RESSOURCES

Nous remercions toutes les personnes qui ont fait de cette rencontre un succès – membres du comité organisateur, conférenciers, panélistes, animateurs, secrétaires et exposants. Ces personnes nous ont autorisés à diffuser le matériel en lien avec leur communication. Nous les en remercions.

MERCI AUX MEMBRES DU ROCQLD

Nous remercions tous nos membres ayant participé à l'organisation et au bon déroulement de l'événement.

MERCI À NOS PARTENAIRES



Centrale des syndicats
du Québec



TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	4
<i>Mot de bienvenue</i>	5
<i>Présentation de la typologie des pratiques communautaires de lutte au décrochage</i>	9
<i>Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) - Fier d'être partenaire de la 2^e Rencontre nationale du ROCQLD</i>	13
<i>Conférence d'ouverture</i>	15
<i>Les pratiques de lutte au décrochage dans le contexte de l'action communautaire autonome : au-delà d'une problématique de diplomation</i>	15
<i>Atelier A</i>	25
<i>La motivation et les « engrenages de la réussite »</i>	25
<i>Atelier B</i>	27
<i>Les parents, des acteurs incontournables de la persévérance scolaire : comment les rejoindre, les aider, les impliquer?</i>	27
<i>Atelier C</i>	31
<i>Mobiliser la communauté : comment et à quel prix?</i>	31
<i>Atelier D</i>	34
<i>Des initiatives inspirantes de réinsertion en milieu communautaire</i>	34
<i>Atelier E</i>	37
<i>La capacité d'adaptation du milieu communautaire : où sont nos limites?</i>	37
<i>Atelier F</i>	40
<i>La participation du milieu communautaire aux initiatives gouvernementales et privées en matière de réussite éducative</i>	40
<i>Conférence</i>	43
<i>Les enjeux liés à l'évaluation des pratiques en milieu communautaire</i>	43
<i>Présentation</i>	47
<i>La communauté de pratiques virtuelle du ROCQLD : un outil de partage des expertises</i>	47
<i>Mot de la fin</i>	50

INTRODUCTION

En octobre 2006, le Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage – ROCQLD – organisait la *1^{re} Rencontre nationale des organismes de lutte au décrochage en milieu communautaire* afin d'engager une réflexion sur les besoins des organismes en matière de financement, de collaboration et de réseautage. Suite attendue de cet événement rassembleur, la *2^e Rencontre nationale* a porté cette fois-ci un regard attentif sur la spécificité des approches de lutte au décrochage développées par le milieu communautaire.

C'est dans le but de favoriser la connaissance et la reconnaissance de ces approches que le ROCQLD a organisé cette *2^e Rencontre nationale*. Celle-ci s'adressait donc d'abord et avant tout aux coordinations et intervenants des organismes qui souhaitaient partager leur expertise afin d'enrichir leurs outils et interventions. La rencontre cherchait également à faire découvrir la richesse des pratiques communautaires aux experts et partenaires issus de différents milieux.

Ce sont plus de 150 personnes qui ont répondu à l'invitation du ROCQLD à venir *partager leurs réussites et enrichir leurs pratiques*. Ces actes, qui reprennent l'ensemble des activités proposées aux participants, se veulent le reflet de la diversité et de la qualité des communications présentées lors de cette deuxième rencontre nationale.

Il faut signaler la diffusion, en octobre 2009, de six synthèses scientifiques en lien avec les thèmes abordés dans les ateliers. Ces synthèses ont été produites par le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) dans le but de favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques par les milieux de pratique. Elles viennent couronner le travail de partage d'expertise effectué lors de la rencontre. Ces synthèses sont disponibles sur le site Internet du ROCQLD.

Bonne lecture et bonnes réflexions!

MOT DE BIENVENUE

Allocution de M. Jean-François Lapointe, président du ROCQLD

Jeudi 2 avril 2009, 8 h 30

Bienvenue à tous!

Nous sommes plus de 150 personnes réunies aujourd'hui pour échanger sur les pratiques d'intervention en milieu communautaire en matière de lutte au décrochage.

Il y a des directions d'organismes, des coordonnateurs de programmes, des intervenants psychosociaux, des animateurs, des chargés de projets, des travailleurs de milieu qui se sont réunis pour partager leurs réussites et enrichir leurs pratiques.

Aussi, il nous fait plaisir de souligner la présence de partenaires issus de la société civile, de différentes instances gouvernementales comme le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), du Secrétariat à la jeunesse, d'instances régionales de concertation, de conférences régionales des élus (CRÉ), du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) et bien d'autres.

Par votre présence, vous témoignez de votre intérêt pour le travail accompli par les organismes communautaires de lutte au décrochage. On vous en remercie!

Ces deux journées de partage qui s'amorcent font suite à une première rencontre nationale tenue en octobre 2006, sous le thème « Définir notre réseau, consolider nos actions ». Ce fut une belle occasion d'apprendre à mieux nous connaître. Trois chantiers en ont découlé qui portaient sur le développement des partenariats, le financement et le réseautage.

Ces travaux ont conduit le ROCQLD à renforcer sa présence dans différents lieux de concertation et à développer des liens de collaboration plus étroits avec ses nombreux partenaires. Je pense par exemple à :

- ❖ Nos collaborations avec le CTREQ, le MELS et Centraide du Grand Montréal;
- ❖ Notre présence à la Table des partenaires pour la persévérance scolaire à Montréal;
- ❖ Notre participation au Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires dirigé par M. L. Jacques Ménard;
- ❖ La préparation d'une tournée régionale prévue pour l'automne prochain.

Pour ce qui est du financement, dans un esprit d'ouverture et de partenariat responsable, nous avons fait des représentations et participé à différents comités de travail avec le MELS. Grâce à cette collaboration, le secteur a joui d'une reconnaissance accrue qui s'est traduite par la consolidation des assises financières d'une partie des organismes communautaires de lutte au décrochage. Depuis notre dernière rencontre, c'est un bon pas en avant!

Il reste cependant encore beaucoup de chemin à parcourir pour consolider financièrement l'ensemble du secteur communautaire de lutte au décrochage. On continue d'y travailler et de sensibiliser les partenaires de divers horizons dans le respect de nos valeurs d'intervention et de notre autonomie.

Au plan de la communication, un espace virtuel d'échanges a été créé. Depuis octobre dernier, les membres du ROCQLD ont accès à une « communauté de pratiques virtuelle » dans le but de favoriser le réseautage, de partager les connaissances sur les pratiques et les enjeux de notre secteur ainsi que les préoccupations vécues au quotidien par les travailleurs sur le terrain.

L'idée de départ était que la communauté de pratiques soit accessible à tous les organismes communautaires de lutte au décrochage. Mais des limites budgétaires nous ont obligés à procéder par étapes. C'est donc un projet qui n'en est qu'à sa première phase, et des développements sont à venir.

Comme vous pouvez le constater, cette première rencontre nationale a été fructueuse et a servi de levier à plusieurs égards pour le développement de notre secteur. Et celle qui s'amorce aujourd'hui le sera sûrement tout autant. Cette fois-ci, nos pratiques seront au cœur de nos échanges!

La situation de la lutte au décrochage

Et cela tombe bien parce que, justement, on n'a jamais autant parlé de décrochage scolaire. Notre rencontre arrive à un moment clé d'une mobilisation qui se met en place à l'échelle du Québec, région par région et au niveau national, dans le but d'améliorer la réussite éducative – au sens large – des jeunes.

Au cours des derniers mois, les acteurs de tous les milieux concernés ont échangé pour identifier des pistes de solutions variées. Tous ont reconnu la nécessité d'agir rapidement et collectivement.

Tous reconnaissent...

- ❖ Qu'il n'y a pas de solution unique;
- ❖ Que le phénomène est complexe.

Cela signifie que tous les acteurs interpellés par le phénomène vont devoir travailler ensemble. Dans le respect des champs de compétence de chacun, tous les acteurs concernés devront apporter des réponses diversifiées et des solutions adaptées aux besoins des jeunes qui tiennent compte des réalités locales et régionales. C'est ici que le partenariat responsable prend tout son sens. Dans la reconnaissance des spécificités de chacun.

La contribution du milieu communautaire

Il y a longtemps que le milieu communautaire porte la préoccupation du décrochage scolaire. Ce sont à nos portes que les jeunes en situation d'instabilité dans leur cheminement scolaire et de vie ont cogné pour avoir de l'écoute et de l'aide.

Une grande diversité de mesures d'accompagnement dans une perspective de prévention et de soutien aux raccrocheurs se sont développées au cours des 25 dernières années à travers le Québec. On parle donc d'un quart de siècle d'expertise alternative en matière de persévérance scolaire et de soutien aux raccrocheurs!

- ❖ Des pratiques développées selon une approche globale, principalement en complémentarité avec les milieux scolaires et ceux de la santé et des services sociaux;
- ❖ Des pratiques qui impliquent et valorisent les parents dans leur rôle d'éducateur et qui les interpellent comme de véritables partenaires pour le mieux-être et la réussite de leurs enfants.

Nous sommes fiers de cette diversité des approches et des nombreux projets qui ont été développés. Nous sommes heureux des liens de confiance solides développés dans les communautés, non seulement avec les jeunes, mais aussi avec les partenaires locaux et les parents.

C'est ainsi que nous sommes en mesure de rejoindre une partie de la population plus marginalisée qui compose le fameux 30 % de décrocheurs plus difficile à rejoindre.

Le milieu communautaire se distingue par sa lecture du phénomène du décrochage :

- ❖ On y voit d'abord un symptôme;
- ❖ Derrière des difficultés d'apprentissage, on perçoit avant tout des problèmes personnels, familiaux et sociaux;
- ❖ On vise des objectifs à la fois sociaux et éducatifs pour la reprise en main des jeunes.

C'est pourquoi les résultats attendus de nos interventions ne se limitent pas au seul objectif de la diplomation. En conséquence, il est plus complexe de procéder à des mesures d'impact. Du moins, pour la majorité, les moyens financiers sont limités pour procéder à de telles évaluations plus formelles.

Il faut se rappeler que ce sont surtout des chiffres qui ont nourri le sentiment d'urgence de ces derniers mois. On parle du faible taux de diplomation, des coûts économiques et sociaux du décrochage, de la pénurie de main-d'œuvre qui nous attend... Il est certain que ces chiffres-là sont inquiétants. Mais ils ne disent pas tout :

- ❖ On n'y voit pas les victoires remportées chaque jour, par les jeunes, sur le terrain, souvent avec beaucoup de courage;
- ❖ Ils ne disent rien sur le nombre de jeunes motivés, stimulés, réorientés par des initiatives issues de leurs milieux;
- ❖ Ils ne nous apprennent rien sur les économies qui en ont découlé pour l'ensemble de la société;
- ❖ Encore moins sur les conséquences positives, et ô combien importante, pour notre jeunesse au plan humain.

Il y a une grande agitation actuellement autour de la question du décrochage scolaire. Des décisions se prennent. De grandes orientations se dessinent. Dans un contexte comme celui-là, il est vital de faire valoir notre vision et nos façons de faire. Plus que jamais, il est essentiel que les organismes communautaires de lutte au décrochage mettent de l'avant ce qui les distingue et la valeur de leur contribution.

Cette 2^e *Rencontre nationale des organismes communautaires de lutte au décrochage*, vous en conviendrez, arrive vraiment au bon moment. C'est non seulement une invitation à partager nos réussites et à enrichir nos pratiques, mais c'est aussi l'occasion idéale de faire connaître et reconnaître la richesse et la diversité de nos actions de lutte au décrochage.

En terminant, je tiens à remercier tous nos partenaires ainsi que toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de cet événement :

- ❖ Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire;
- ❖ Le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec;
- ❖ La Centrale des syndicats du Québec;
- ❖ Le Groupe CGI;
- ❖ L'Association de l'industrie électrique du Québec.

Mentionnons aussi la grande générosité des personnes-ressources au sein des ateliers (panélistes, animateurs, secrétaires)...

Merci et bonne rencontre nationale!

PRÉSENTATION DE LA TYPOLOGIE DES PRATIQUES COMMUNAUTAIRES DE LUTTE AU DÉCROCHAGE

Présentation de Mme Bineta Ba, directrice générale du ROCQLD

Jeudi 2 avril 2009, 8 h 45

Mesdames et messieurs, bonjour.

Au nom du Comité organisateur, je vous souhaite la bienvenue à cette 2^e *Rencontre nationale*.

Lorsque les membres du Comité organisateur se sont réunis pour la première fois en avril 2008, ils avaient d'emblée convenu de tenir un événement rassembleur et inclusif qui impliquerait tous les acteurs interpellés par la question du décrochage scolaire.

Quand on constate en effet la diversité des milieux représentés dans cette salle ce matin, on peut dire que ce premier objectif est pleinement atteint. Et c'est ici que prend tout son sens la maxime africaine : « Il faut tout un village pour élever un enfant. » J'espère que pendant ces deux jours, nous ferons de ce Campus un beau village et que nous nous donnerons les moyens, ensemble, de mieux soutenir nos jeunes et leurs familles.

Alors, merci à tous de votre présence.

Le second objectif du Comité organisateur était de bâtir une programmation qui reflète la richesse et la grande diversité du travail réalisé au quotidien par les organismes communautaires de lutte au décrochage.

Vaste défi, me direz-vous!

En effet, quels thèmes devraient être privilégiés? Quelles préoccupations devrions-nous mettre de l'avant? Et comment rendre justice à une foule d'initiatives porteuses mais dont on parle moins?

Pour s'assurer de représenter au mieux l'ensemble du secteur, nous avons choisi d'aborder la programmation en partant d'une étude réalisée par le ROCQLD en 2006, à savoir le *Portrait des pratiques communautaires de lutte au décrochage*.

Ce portrait a permis d'établir une typologie des approches communautaires de lutte au décrochage, et puisque celles-ci sont au cœur de notre colloque, je me propose de vous les présenter brièvement. Plusieurs d'entre vous en ont déjà pris connaissance, notamment lors du dévoilement de l'étude ici même, en octobre 2006.

Cette étude poursuivait un triple objectif : permettre à notre secteur de mieux se connaître, se reconnaître et se faire reconnaître.

1. Se connaître car elle offrait aux organismes l'opportunité de prendre du recul sur leur travail quotidien pour mieux se définir eux-mêmes;
2. Se reconnaître, c'est-à-dire identifier des occasions d'échange et de partage de connaissances entre pairs;
3. Et enfin se faire reconnaître, donc poser les bases d'une reconnaissance plus grande et plus juste de l'action de ces groupes.

Le *Portrait des pratiques* se divise en deux parties :

1. La typologie des pratiques qui identifie des traits communs et cinq familles de pratiques distinctes. Chaque famille de pratiques se décline en approches pour mieux en refléter la richesse.
2. L'analyse des conditions plus ou moins favorables dans lesquelles se déploient ces actions. Cette analyse a permis de dégager des besoins et de formuler des recommandations en termes de collaboration, de financement et de réseautage.

Permettez-moi maintenant de vous présenter brièvement quelques **éléments méthodologiques**. Pour bâtir le *Portrait des pratiques*, le ROCQLD a procédé à :

- ❖ Des entrevues avec 55 organismes communautaires de lutte au décrochage, dont 50 % étaient membres du regroupement;
- ❖ Quatorze régions du Québec ont été couvertes;
- ❖ Quatre-vingt-dix initiatives ont été répertoriées. Elles ont par la suite été déclinées en cinq familles de pratiques distinctes;
- ❖ Nos clés d'analyse : le type d'organisme, le territoire d'action et l'âge des participants.

Nous pouvons identifier plusieurs **traits communs fondamentaux** aux actions de lutte au décrochage en milieu communautaire :

- ❖ Approche globale;
- ❖ Action préventive;
- ❖ Engagement volontaire des participants;
- ❖ Intervention individualisée;
- ❖ Implication des parents.

LES CINQ FAMILLES DE PRATIQUES

PRÉVENTION DU DÉCROCHAGE SCOLAIRE

SOUTIEN AU RACCROCHAGE

	Accompagnement aux apprentissages	Activités de motivation	Apprentissage par projet	Alternative	Mise en action
<u>Les objectifs</u>	Développer les habiletés personnelles, sociales et scolaires des jeunes	Sensibiliser les jeunes et la communauté à l'importance de la persévérance scolaire	- Apprendre par l'expérimentation - Vivre des réussites - Se connaître	Permettre aux décrocheurs et aux « candidats immédiats » au décrochage de prendre du recul sur leur situation de vie	Favoriser l'insertion socioprofessionnelle de jeunes adultes en situation de vulnérabilité
<u>Le concept</u>	Plus que de l'« aide aux devoirs »	En complément des activités régulières	Projets scientifiques, artistiques et manuels	- Intensité d'intervention - Suivi psychosocial hebdomadaire	Suivi psychosocial
<u>Les participants</u>	Principalement enfants (6-12 ans) et adolescents (début secondaire)	Adolescents	Principalement les enfants; parfois les adolescents.	Adolescents décrocheurs ou à risque de décrocher	Jeunes adultes (16-30 ans)
<u>Les différentes approches</u>	Approche individuelle, par groupe ou familiale	- Activités de sensibilisation - Soutien à la persévérance	S.O.	- Répétition - Alternative de scolarisation	- Insertion professionnelle - Insertion sociale
<u>Autres remarques</u>	Famille de pratiques la plus courante			Surtout en milieu urbain	



PRÉVENTION

Appui, écoute et présence d'un adulte significatif

Lien avec la famille

Lien avec la communauté

Les faits saillants du *Portrait des pratiques* :

- ❖ Les actions de lutte au décrochage en milieu communautaire sont très diversifiées.
- ❖ Elles présentent des traits communs fondamentaux : approche globale, prévention, démarche volontaire, intervention individualisée et implication des parents.
- ❖ L'accompagnement aux apprentissages est la famille de pratiques la plus courante.
- ❖ Les actions s'adressent principalement aux enfants, et ensuite aux adolescents.
- ❖ Le milieu urbain est le mieux desservi (proximité d'un plus grand bassin de bénévoles et diversité des sources de financement).
- ❖ En milieu rural, on retrouve principalement des activités d'accompagnement aux apprentissages qui s'adressent majoritairement aux enfants (6 à 12 ans).
- ❖ Les organismes ayant un volet de lutte au décrochage (les « multi ») sont ceux qui soutiennent le plus d'initiatives de lutte au décrochage, en particulier dans les milieux semi-urbains et ruraux.
- ❖ Les groupes dont la mission centrale est la lutte au décrochage (les « centraux ») offrent majoritairement des activités de la famille « alternative ».
- ❖ Un même organisme, en fonction des besoins observés et de ses ressources, peut offrir à la fois plusieurs familles de pratiques.

Pour conclure, j'aimerais vous rappeler que la programmation de la rencontre s'est inspirée des cinq familles de pratiques. Et d'ailleurs... un petit jeu vous attend dans les ateliers. Je ne peux pas en dire plus!

Je cèderai la parole dans quelques instants à monsieur Michel Gauquelin, directeur général du Centre de transfert pour la réussite éducative au Québec (CTREQ). Je veux profiter de l'occasion pour remercier Michel et toute l'équipe du CTREQ pour leur soutien depuis de nombreuses années. Michel, Éric, Hélène, et tous les autres, c'est un réel plaisir de travailler avec vous!

Merci de votre attention et un très bon colloque à tous.

À CONSULTER :

Annexe 1 :

Diaporama qui a accompagné la présentation des cinq familles de pratiques
(document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Portrait de pratiques communautaires de lutte au décrochage – version brève :
<http://rocqld.org/public/files/2008/02/versionb.pdf>

Portrait de pratiques communautaires de lutte au décrochage – version complète :
<http://rocqld.org/public/files/2008/02/recherchefinale.pdf>

CENTRE DE TRANSFERT POUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE DU QUÉBEC (CTREQ)

FIER D'ÊTRE PARTENAIRE DE LA 2^e RENCONTRE NATIONALE DU ROCQLD

Présentation de l'allocution de M. Michel Gauquelin, directeur général du CTREQ

Jeudi 2 avril 2009, 9 h

C'est avec fierté et enthousiasme que le CTREQ s'est joint, à titre de partenaire, à cette 2^e *Rencontre nationale des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage*. Si nous nous sommes associés à cette rencontre, c'est que nous croyons fermement, d'une part, à l'enrichissement des interventions par le rapprochement entre la recherche et la pratique et, d'autre part, à l'action des organismes communautaires dans la lutte au décrochage scolaire.

Le CTREQ n'en est d'ailleurs pas à sa première collaboration avec le ROCQLD. En effet, nous avons participé à la 1^{re} *Rencontre nationale* de 2006, à titre de membre du comité d'organisation, présence qui nous a permis d'insuffler une dimension scientifique au programme de la rencontre. Cette année, nous avons le projet de pousser plus loin notre collaboration en favorisant encore plus le rapprochement entre la recherche et la pratique. Outre la participation des membres de notre équipe comme animateurs et secrétaires d'ateliers et notre soutien au ROCQLD dans l'organisation de l'événement, nous nous sommes en effet engagés à produire des synthèses scientifiques en lien avec les six thèmes abordés dans le cadre de la rencontre. Ces synthèses contribueront, nous l'espérons, à favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques par les intervenants des organismes communautaires de lutte au décrochage. Elles seront disponibles au cours de l'automne 2009.

Je tiens à souligner également la présence du ROCQLD comme membre associé du CTREQ. Votre adhésion à notre organisation est pour nous très importante, car elle nous permet d'atteindre un de nos objectifs qui est de favoriser la liaison et la concertation entre les organismes agissant pour la réussite éducative, dans les divers réseaux.

Je profite de la tribune qui m'est offerte pour vous informer des projets en cours au CTREQ et qui sont susceptibles d'intéresser le ROCQLD et ses membres. Lancé en mars dernier, l'*Inventaire visuel d'intérêts professionnels*, mieux connu sous le nom d'IVIP, est un outil d'exploration de soi et du monde du travail qui vise à répondre aux besoins d'orientation et de développement de carrière des jeunes et des adultes peu scolarisés. Nul doute que l'IVIP pourra répondre à un besoin des intervenants d'organismes communautaires. Autre projet en cours, le *Partenariat école-famille-communauté* (E-F-C) est arrivé à une étape cruciale de sa réalisation avec la diffusion à l'automne 2009 du répertoire de projets et des conditions essentielles au partenariat. Enfin, nous lancerons dès cet automne le *Réseau d'information pour la réussite éducative*, le RIRE, un portail Web qui vise à stimuler la circulation et le partage de l'information liée à la réussite éducative et à en faciliter l'accès.

Merci enfin à la directrice générale du ROCQLD, Bineta Ba, pour son ouverture et sa collaboration.

Bonne rencontre!

À CONSULTER :

Annexe 2 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de M. Michel Gauquelin,
directeur général du CTREQ (document PDF disponible sur le site Internet
du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Site Internet du CTREQ :

<http://www.ctreq.qc.ca>

Synthèses scientifiques du CTREQ

Les synthèses scientifiques sont maintenant disponibles sur le site Internet du ROCQLD :

<http://rocqld.org/public/>

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

LES PRATIQUES DE LUTTE AU DÉCROCHAGE DANS LE CONTEXTE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME : AU-DELÀ D'UNE PROBLÉMATIQUE DE DIPLOMATION

Jeudi 2 avril 2009, 9 h 15

Conférencier : M. Henri Lamoureux

Que ce soit comme salarié, militant ou bénévole, monsieur Henri Lamoureux est lié à différents mouvements sociaux depuis 45 ans. Écrivain et socioéthicien, il a jusqu'à tout récemment enseigné l'éthique sociale et l'histoire des mouvements sociaux à l'Université du Québec à Montréal. Monsieur Lamoureux a également enseigné différentes matières reliées à l'action communautaire, à l'éthique sociale et à l'économie sociale aux universités de Montréal et de Sherbrooke ainsi qu'aux campus universitaires de l'Université du Québec à Hull et en Abitibi-Témiscamingue. Ses activités dans le domaine de la formation sont maintenant essentiellement réalisées auprès des mouvements sociaux.

**Nous vous présentons ici le texte rédigé par M. Lamoureux en préparation de sa conférence.
Nous le remercions de nous avoir permis de le reproduire intégralement
dans les actes de la rencontre.**

Introduction

Permettez-moi de remercier votre regroupement de m'avoir invité à cette rencontre des groupes actifs dans le domaine de la lutte au décrochage scolaire.

Je voudrais d'entrée de jeu vous dire que j'apprécie au plus haut point l'action que vous menez. Elle est importante pour plusieurs motifs, le principal étant que la réussite scolaire est non seulement une condition de l'estime de soi et de l'accès à un emploi intéressant, mais aussi un des principaux moyens d'élargir notre espace de liberté en nous rendant moins vulnérables aux changements dramatiques qui affectent nos sociétés. Si la réussite des études favorise l'accès et l'adaptation à un marché de l'emploi qui évolue à un rythme rapide, elle est surtout désirable parce qu'elle augmente notre compétence à être des sujets actifs de notre développement personnel et du progrès de notre société. Elle nous rend moins vulnérables aux coups du sort en élevant notre capacité de tirer notre épingle du jeu quand des décisions souvent prises par d'autres affectent notre vie.

Réussir ses études, c'est aussi se donner des clés qui permettent d'ouvrir les portes de la connaissance. Cette aptitude sera évidemment d'autant plus grande que l'école ne se contente pas de former des individus capables de réaliser des tâches, mais surtout des personnes aptes à comprendre le monde dans lequel nous vivons et préparés à s'y tailler une place tant au plan productif qu'en ce qui concerne l'exercice de la citoyenneté. Le grand syndicaliste que fut Raymond Laliberté, premier président de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec (CIC, ancêtre de la Centrale des syndicats du Québec – CSQ), avait l'habitude de dire que l'école doit nous apprendre à apprendre, c'est là sa première fonction.

Sachant que vous connaissez très bien les motifs qui poussent de jeunes personnes à quitter l'école prématurément, et puisque vous vous identifiez à l'archipel communautaire, je vais réaliser ma présentation en deux temps. Dans un premier temps, j'aimerais vous exposer ce qui, à mon avis, constitue la trajectoire de l'action communautaire, ce qu'exprime cette pratique et les dérives qui la guettent.

Je ferai cette présentation en référence à un cheminement socioéthique plutôt qu'en formulant un découpage historique qui ne permet pas de comprendre ce qui s'est joué aux différentes étapes du développement des pratiques.

Dans un deuxième temps, j'aimerais revenir sur ce qui, à mon avis, contribue à l'abandon prématuré des études, le message que ce décrochage nous relaie et les conséquences de ce problème pour les individus et la société. Quand plus du tiers des élèves québécois et une forte majorité des élèves de certaines polyvalentes abandonnent les études avant la fin du secondaire, je pense qu'il devient plus qu'urgent d'identifier les causes de cet abandon et de passer à l'action sans tarder afin de corriger un décrochage aux conséquences sociales très sérieuses. Enfin, j'aimerais formuler quelques commentaires sur ce que pourrait être la contribution des réseaux communautaires à l'effort collectif pour encourager la persévérance et la réussite scolaires.

1- Évolution des pratiques en action communautaire

Une action de type caritatif fondée sur la charité

L'action communautaire tire son expérience et sa dynamique de deux affluents qui peuvent paraître opposés mais qui, à bien y penser, ne le sont pas tant que cela. Expression des valeurs véhiculées par les grandes religions, la charité a motivé chez nous celles et ceux qui se sont engagés dans des activités de groupes et associations à caractère caritatif. Si nous devons être très critiques de certains aspects de l'action menée par l'Église au Québec, il ne nous sert à rien de nier cette réalité qui constitue une part importante du terreau de l'action communautaire.

L'autre axe, plus marginal, mais déterminant pour la suite des choses, est fondé sur l'action de militants affiliés à des partis politiques de gauche, spécifiquement le *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF) et le Parti communiste. Ainsi, l'Université ouvrière fondée par Albert Saint-Martin a joué un rôle non négligeable en ce qui concerne l'éducation populaire, et les syndicalistes de la construction regroupés autour de Henri Gagnon ont aussi réalisé un important travail d'éducation auprès des travailleuses et des travailleurs, notamment ceux de la construction. Quant à la filière cléricale, elle a été déterminante pour ce qui touche l'éducation à la coopération et la formation syndicale. Il ne faut pas oublier que des figures historiques marquantes comme Simonne Monet et son mari Michel Chartrand proviennent, comme des centaines d'autres activistes sociaux, de ce sésail.

Vers le milieu des années 1960, quand j'ai commencé à m'impliquer dans le domaine de l'action communautaire, contrairement à moi qui ne pratiquais ni ne réclamaï d'aucune religion, la plupart de mes camarades provenait des mouvements de l'action catholique comme la Jeunesse catholique, la Jeunesse étudiante catholique et le Mouvement des travailleurs chrétiens. Ma première affectation en milieu communautaire fut au titre de premier coordonnateur du POPIR (organisme de défense de droit au logement) dans le sud-ouest de Montréal. Le président du conseil d'administration était alors Paul David et, ultérieurement, sa fille Françoise y a fait son stage en travail social. Or, le POPIR était soutenu financièrement par l'Église de Montréal. Même chose pour le Comité social du Centre-Sud, fondé par le prêtre Claude Lefebvre. Plusieurs des premiers avocats populaires étaient associés aux Petits frères des pauvres et s'activaient auprès des personnes âgées. Le domaine de l'éducation populaire, y compris l'alphabétisation, était largement animé par des personnes provenant des milieux de l'action catholique. En fait, des prêtres et des sœurs ont été associés à la naissance d'une foule de groupes communautaires, parmi lesquels plusieurs sont toujours actifs dans le domaine de la lutte au décrochage scolaire. Il en va de la vérité historique de reconnaître ces faits et de les apprécier pour ce qu'ils nous ont apporté.

Une action de type citoyen fondée sur la solidarité

La deuxième vague de l'action communautaire sera le produit d'une critique de la charité comme moteur de l'engagement. Encore ici, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, on notera l'action de clercs comme les jésuites Jacques Couture dans le sud-ouest de Montréal, Jacques Grand'Maison à Saint-Jérôme, le prêtre René David dans Hochelaga-Maisonneuve et l'ensemble de la communauté des Fils de la Charité dans plusieurs quartiers de Montréal. Plusieurs religieuses emprunteront aussi le même chemin et joueront un rôle crucial dans la constitution d'importantes ressources communautaires, notamment dans les domaines de la défense des droits sociaux, de la lutte contre la pauvreté, de la lutte pour l'émancipation des femmes, de la lutte contre la violence envers les femmes et de l'éducation populaire. Cet appel à la solidarité humaine comme moteur de l'engagement social sera aussi repris par d'autres clercs à Québec, dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et dans l'Outaouais. Ce passage d'une éthique de la charité à une éthique de la solidarité est crucial : d'objet de compassion, l'individu est maintenant appréhendé comme sujet responsable et ce n'est plus pour satisfaire aux préceptes d'une foi religieuse que s'engagent des centaines de personnes dans différents mouvements sociaux, mais plutôt pour répondre aux exigences d'une commune humanité.

Ce passage marque aussi une rupture radicale avec le fatalisme qui marque l'action caritative. Si les personnes sont responsables de leur vie, on reconnaît maintenant que les principaux déterminants de leur destin leur échappent puisqu'elles n'ont que peu de prise sur eux. On ne naît pas pour un petit pain et il n'est pas obligatoire qu'il y ait toujours des pauvres. Qui, en effet, contrôle l'accès à un emploi? Qui détermine notre mode de consommation? Qui fixe le prix des loyers? Qui prend les décisions qui favoriseront l'accès à des soins de santé et des services sociaux? Qui fixe les règles qui facilitent l'accès à l'éducation? Qui, dans notre société, fixe la norme à laquelle nous sommes invités à souscrire sous peine de perte de dignité, de dévalorisation?

Bref, instruits par différents courants socialistes, nous découvrons qu'il existe des classes sociales et que celle qui est dominante exerce le pouvoir partout. Elle détermine non seulement les conditions de travail et de vie de l'ensemble de la société, mais impose aussi sa vision du monde et son éthique. Si vous n'êtes pas convaincus de cela, demandez-vous pourquoi nous sommes en guerre alors qu'une nette majorité s'y oppose et comment il se fait que nous subissons les terribles effets de la cupidité de quelques-uns qui nous font perdre à la fois nos économies et notre emploi. Imposant une vision du monde et de son organisation qu'elle jugeait supérieure parce qu'elle se fonde sur « l'intelligence » des forces du marché, la grande bourgeoisie et ses porte-voix ont poussé le monde au bord de l'abîme et se réfugient maintenant dans le confort que leur procure le vol de nos caisses de retraite.

L'action communautaire devient donc la forme de pratique par laquelle les milieux populaires se donnent des outils pour combattre cette hégémonie et faire valoir non seulement leurs besoins et intérêts, mais leur propre vision des choses. Elle devient donc critique et souvent s'inscrit dans une logique d'opposition aux élites traditionnelles. C'est sans doute ce qui explique que certains dirigeants politiques y virent un temps l'indice d'une influence étrangère, ce en quoi ils n'avaient pas tort. Effectivement, les pratiques d'action communautaire de la deuxième vague s'alimentent à une éthique fondée sur la reconnaissance de l'égalité humaine des personnes qui emprunte à la fois à la critique libérale radicale des activistes américains, à celle des socialistes européens et à celle de l'humanisme chrétien progressiste. Ces influences échappaient à la compréhension de ceux qui, de tout temps, avaient tenu le peuple pour insignifiant, traitant la majorité de « non instruite », c'est-à-dire tout juste bonne à faire sa croix au bon endroit tous les quatre ans. Notez que les choses ne semblent pas avoir beaucoup changé depuis, ce qui alimente le cynisme d'une population souvent plus compétente que ses dirigeants.

Cette période est marquée par la constitution de nombreuses organisations populaires dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la défense des droits sociaux, de la consommation et du logement. Elle s'articule autour d'un ensemble de revendications adressées à l'État et aux municipalités et porte une exigence de participation citoyenne.

Une action citoyenne à prolongement politique fondée sur le changement social

Le troisième moment de l'évolution des pratiques d'action communautaire est marqué par la critique d'une démarche communautaire réformatrice s'inscrivant *de facto* dans une logique de collaboration avec les pouvoirs en place sans exigence d'un partage du pouvoir. Se rendant au terme de la logique de l'engagement social, on découvre la nécessité d'être en mesure de détenir du pouvoir. Le troisième temps des pratiques s'articule à la fois en fonction de la construction d'un rapport de force plus favorable à la majorité, salariée ou pas, et sur la perspective d'accéder directement au pouvoir à partir d'outils politiques exprimant les revendications populaires, ce que l'on désigne comme des mouvements sociaux.

Si, comme le montre bien l'importance de certains mouvements représentant divers groupes : femmes, personnes handicapées, personnes souffrant de problèmes de santé mentale, environnement, consommation responsable, ces mouvements acquièrent effectivement du pouvoir, il en va autrement au plan politique partisan. Échec du Front d'action politique (FRAP), parenthèse stalinienne souvent démobilisatrice, échec éventuel du Mouvement socialiste, etc. L'essentiel de la revendication populaire est porté par la frange progressiste du Parti québécois qui prend le pouvoir en 1976. Dans les villes, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) et son *alter ego* à Québec seront portés au pouvoir municipal par une coalition arc-en-ciel de militants des mouvements sociaux. Cela dit, le pouvoir acquis par des mouvements sociaux « pluriclassistes », et non directement partisans, repose de plus en plus sur la reconnaissance d'un savoir, d'une compétence, souvent plus grande que celle de la bureaucratie gouvernementale ou politique.

L'action communautaire réussit finalement, et plutôt bien que mal, à réaliser des gains très importants, quoique fragiles. Les activistes sociaux d'hier deviennent progressivement gestionnaires de ressources.

Une action citoyenne de livraison de services fondée sur la nécessité

Riches d'une très bonne connaissance concrète des difficultés vécues par différents groupes sociaux, les praticiens de la quatrième vague de l'action communautaire mobiliseront les citoyens dans la mise en œuvre de ressources répondant à des problèmes spécifiques. C'est ainsi que grâce au génie populaire et à la détermination de citoyennes et de citoyens engagés dans le développement de leur milieu, se constituera un vaste archipel de ressources communautaires : garderies populaires, refuges pour femmes victimes de violence, centre de femmes, Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), maisons de jeunes, ressources d'hébergement pour itinérants, organismes de soutien aux toxicomanes, ressources alternatives en santé mentale, cliniques médicales populaires, etc. D'autres regroupements se formeront pour défendre les intérêts particuliers de personnes affligées de certains handicaps physiques et intellectuels et soutenir celles et ceux que l'on qualifie d' « aidants naturels ».

Exigeant et obtenant un soutien de l'État, ces ressources deviendront vite indispensables. Leurs membres seront invités à participer à certaines instances gouvernementales comme les Régies régionales de la santé et des services sociaux et les conseils d'administration de différents établissements, notamment dans le secteur de la santé et des services sociaux. Assez rapidement et coût des services oblige, l'État leur taillera progressivement une place dans la livraison des services dits de toute première ligne. Cela ne sera pas sans conséquence en ce qui concerne la nature de ces organismes et leur base populaire.

Cet arrimage progressif d'une part importante de l'activité communautaire à la stratégie de prestation des services conduira à terme à l'énoncé de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome telle que vous la connaissez et à laquelle il n'est pas aujourd'hui évident que tous les organismes communautaires dits « autonomes » pourraient s'identifier.

Une action citoyenne de développement local fondée sur l'organisation du milieu

Un des effets du développement des pratiques communautaires a été la reconnaissance de la compétence des citoyennes et des citoyens en ce qui concerne le développement de leur milieu. Cette compétence n'est pas le fruit du hasard. Elle est la conséquence directe d'une élévation du niveau d'instruction de la population dans son ensemble. Ainsi, la recherche montre que 75 % des salariés de nos organisations ont complété leur collégial ou l'équivalent, alors que 33 % possèdent un diplôme universitaire. Inutile de dire que toute cette compétence constitue la base d'un capital d'expertise absolument remarquable.

Compte tenu du fait que les milieux communautaires ont une connaissance sensible de la réalité de leur milieu, comment s'étonner qu'ils soient devenus des interlocuteurs recherchés dans plusieurs domaines affectant le développement local? Par ailleurs, si cette compétence peut être mise au service d'un partenariat parfois utile au maintien de notre qualité de vie, elle peut aussi, comme on l'a vu dans certaines circonstances, être mise au service des citoyens engagés dans des luttes sociales.

Une action citoyenne complémentaire à l'État fondée sur le partenariat

Depuis une dizaine d'années, les mouvements sociaux et les groupes communautaires qui en sont les antennes locales et régionales sont *de facto* un élément essentiel de l'organisation de notre société. Malgré qu'ils puissent parfois, mais moins souvent qu'avant, être très critiques des décisions prises par l'État, ils acceptent généralement de s'inscrire dans une logique partenariale avec l'État et même avec l'entreprise privée.

Un grand nombre d'organismes communautaires sont des prestataires de services que l'État ne veut plus ou ne peut pas rendre efficacement. Des services qui ne peuvent non plus être rendus par le privé parce qu'ils ne sont pas sources de profits. Cela n'est pas en soi une mauvaise chose si l'on considère que notre objectif est de servir le bien commun. Cependant, il existe un risque certain qu'un engagement trop exclusif dans la prestation de services directs modifie la nature de certains groupes, les transformant progressivement en organismes parapublics. Dans ce cas, il est possible que l'équilibre historique entre les quatre fonctions interconnectées des groupes communautaires autonomes soit rompu, à savoir :

- ❖ Rendre un service d'utilité sociale de toute première ligne;
- ❖ Réaliser des activités d'éducation populaire favorisant l'exercice de la citoyenneté;
- ❖ Faire valoir les intérêts et les besoins de certains groupes sociaux;
- ❖ Porter des revendications populaires et être le moteur et l'outil de certaines luttes sociales.

Dans ces circonstances, le citoyen ne risque-t-il pas d'être marginalisé au profit de salariés compétents à livrer les services? Plutôt que d'être un outil d'émancipation, le groupe ne risque-t-il pas, comme le suggérait Fernand Dumont, de n'être qu'un rouage de plus d'une mécanique sociale échappant au contrôle citoyen?

Ce bref survol des milieux communautaires montre bien que les organismes communautaires jouent un rôle majeur dans l'organisation et le développement de notre société. Si l'action citoyenne a produit autant de résultats positifs, je me permets de suggérer qu'elle peut jouer un rôle considérable d'abord dans le domaine de la lutte au décrochage scolaire, mais aussi dans celui visant à contrer un décrochage social qui ne peut qu'en être la triste et inévitable conséquence.

2- Analyse des facteurs poussant au décrochage

De nombreux facteurs peuvent expliquer l'abandon prématuré des études. Si certains de ces facteurs, la maladie par exemple, sont difficilement prévisibles, la plupart ont une source sociale sur laquelle nous pouvons agir. Pour autant que je le sache, c'est précisément à ces facteurs que vous vous attaquez tant au plan du soutien immédiat aux personnes qui subissent les conséquences du décrochage qu'au plan de la prévention.

J'ai identifié cinq de ces facteurs. Je suis aussi conscient que les motifs de décrochage ne sont pas nécessairement les mêmes selon qu'on est un élève au primaire, au secondaire ou aux cycles supérieurs d'études. Pour les fins de ma présentation, je m'en tiendrai à des facteurs sociaux sur lesquels nous pouvons avoir prise.

Difficultés d'apprentissage

Les difficultés d'apprentissage peuvent venir de plusieurs sources. Elles peuvent être reliées à des problèmes d'ordre physique, comme par exemple un trouble de vision. Elles peuvent aussi être causées par une dyslexie temporaire qui peut être très démotivante si l'individu ne dispose pas d'un soutien adéquat. Ainsi, un de mes neveux avait de la difficulté à former ses lettres et la lecture était pour lui un véritable cauchemar. On le fit doubler sa première année afin que ce handicap ne soit pas une source de dévalorisation pour les années subséquentes. Grâce au soutien très actif de ses parents et des professionnels de son école, il a comblé ce déficit et poursuivi ses études sans faillir jusqu'à l'université.

Quand je travaillais dans le sud-ouest de Montréal, à l'époque où l'on tentait d'établir le quotient intellectuel des jeunes, il arrivait fréquemment que ces jeunes ratent les tests parce qu'ils confondaient les mots. Ainsi, si on leur demandait d'indiquer un cygne sur une séquence d'images, ils montraient un lavabo qui, chez-eux, s'appelait un *sink*. Et je ne serais pas étonné outre mesure qu'un manque de connaissance de la langue soit un facteur qui défavorise l'apprentissage scolaire, stimulant du coup la tentation de l'abandon. Évidemment, ce facteur sera beaucoup plus élevé chez les nouveaux Québécois qui maîtrisent mal le français. J'ai constaté qu'on n'insiste pas suffisamment sur ce facteur dans la littérature.

Inadéquation entre l'école et le milieu de vie

Ce facteur me semble très important. L'école est un milieu construit sur une fondation normative subjective. La CSQ a même déjà fait paraître un texte où l'on parlait « des enfants de la norme ». La chose n'est pas nouvelle : quand j'étais adolescent, on apprenait les rudiments de l'anglais en fonction d'une famille moyenne dont les enfants s'appelaient « *Paul and Mary* ». Cette famille possédait un bungalow, une auto et allait à la mer pour les vacances. Cette réalité était très loin du « p'tit gars » du Plateau Mont-Royal dont les parents se privaient parfois pour acheter des vêtements aux enfants.

Cette normalisation s'actualise sur deux plans interreliés : celui des programmes qui sont conçus pour l'élève identifié comme « moyen » et celui d'une pédagogie dont l'objectif est de former des individus aptes à l'emploi. L'évidence ici saute aux yeux. Le modèle scolaire est de toute évidence inapproprié pour ceux qui vivent en milieu populaire, particulièrement les plus pauvres. Les statistiques montrent clairement que le cadre pédagogique prescrit fonctionne mal dans Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord ou Saint-Henri. Il faut donc revendiquer plus de souplesse pour tenir compte de la réalité. Sur ce plan, deux avenues sont possibles. Il y a d'abord la possibilité de modifier la pédagogie pour faire plus facilement entrer la matière prescrite en espérant rendre l'école plus intéressante, un peu comme la messe en *hip-hop* pour amoindrir le décrochage religieux. C'est une option à ne pas rejeter. Cependant, cette option s'avère socialement dangereuse quand elle s'accompagne d'une projection subjective du taux de réussite qui nie les problèmes à coup de normalisation abusive des notes et à coup de changements répétitifs aux programmes. C'est en fait une stratégie paresseuse de maquillage de la réalité qui est, à mon avis, contre productive.

Pour ma part, je pense que c'est le contenu qui doit s'adapter à une réalité qui, sous les apparences de la pauvreté, cache souvent des trésors insoupçonnés. Cela implique une plus grande latitude laissée à la créativité du milieu, notamment des enseignants. Nous qui sommes du communautaire savons ou devrions savoir que notre acte de naissance s'enracine dans la capacité des milieux populaires à s'organiser. Et si les milieux populaires ont été des incubateurs pour d'importants programmes sociaux, c'est que la démarche de l'action communautaire était d'abord et avant tout fondée sur la culture de ces milieux et sur une éthique qui valorisait la solidarité entre voisins.

Marginalement, l'école des normes décourage aussi les plus rapides, ceux qui comprennent tout sans difficulté. L'abandon chez eux exprime l'ennui d'une école qui ne les nourrit pas suffisamment. Pourquoi le milieu communautaire ne compenserait-il pas pour ce manque en offrant un lieu favorable à la créativité de ceux qui en ont à revendre?

Les marges échappent à notre système. D'un certain point de vue, celui de l'écrivain et de l'activiste social, je serais tenté de dire tant mieux puisque c'est à la marge que se nourrit la créativité et le changement. Le problème, c'est que si elles peuvent être minces, les marges ont souvent tendance à s'élargir, devenant presque aussi importantes que la norme dans certains milieux.

Menaces et oppression

L'abandon des études est, semble-t-il, de plus en plus relié à un contexte scolaire marqué par la violence et l'oppression. Si le taxage, par exemple, ne saurait être toléré, si le minoritaire ne doit jamais être l'objet de sévices ou de moqueries, si les filles ne doivent pas être l'objet de harcèlement, il va de soi qu'il importe de comprendre les dérapages sociaux qui conduisent à cette situation.

Cela dit, violence et oppression sont des facteurs qui ne naissent pas à l'école mais qui y sont importés. Sur ce sujet, il me semble très important de mesurer les effets extrêmement pervers de la valorisation médiatique de la violence sous toutes ses formes. Nos sociétés sont à cet égard d'une hypocrisie à couper le souffle et il serait plus que temps que nous dénoncions systématiquement l'usage inconsidéré que des entrepreneurs à la conscience atrophiée font de cette liberté dont l'objectif n'est pas de féconder de l'aliénation, mais de l'autonomie.

Dévalorisation sociale de l'instruction

Plusieurs facteurs conduisent à une dévalorisation sociale de l'instruction. Le premier est un discours social qui conduit à croire que nous n'avons pas besoin d'être trop instruits pour réussir. Ce discours était fréquent quand j'étais jeune. Ainsi, il était fréquent d'entendre des phrases comme : « Regarde untel, il n'est pas instruit et il a bien réussi. » Aujourd'hui, le message passe peut-être par des vedettes du sport ou du spectacle qui sont pour les jeunes des modèles malgré le fait qu'ils aient décroché.

Le deuxième message est transmis par une augmentation importante du taux de chômage chez les diplômés. Certains pourraient voir dans cette situation la confirmation qu'il vaut mieux ne pas perdre son temps à étudier si c'est pour ne pas se trouver de travail. Dans une période comme celle que nous traversons, ce message pourrait être encore plus significatif. Le troisième, c'est une dévalorisation des études à débouchés restreints sur le marché de l'emploi : arts, sciences sociales, etc. Pour un jeune qui réussirait dans ces domaines, il est possible que cette éventualité le rebute.

En d'autres termes, il faut absolument que le message social que nous livrons porte sur l'importance des études comme facteur déterminant de la constitution de son identité et de l'accession à un maximum d'autonomie.

Enfin, cette dévalorisation, c'est aussi celle de l'enseignant de qui on exige qu'il joue un rôle parental pour des jeunes plus ou moins laissés à eux-mêmes, tout en lui refusant le temps et les moyens de jouer celui pour lequel il est engagé, soit celui d'éducateur, de maître, d'accompagnateur des jeunes sur les sentiers de la connaissance.

Désir de consommer

Enfin, il me paraît évident que le désir de consommer constitue un facteur majeur du décrochage, surtout dans le cadre d'une civilisation marquée par l'économie des signes. En effet, les jeunes sont très vulnérables à ce que leur offre le monde de la consommation. N'ayant pas encore tout à fait découvert qui ils sont, ils cherchent à s'identifier à des modèles qu'ils estiment valorisants. Or, pour rejoindre ce monde qui sublime le paraître, le jeune ne voit qu'une porte de sortie : un emploi.

N'importe lequel pourvu qu'il se sente riche, qu'il puisse posséder le soulier de course, le *jean*, le *tee-shirt*, se faire graver le tatouage prescrit. N'importe lequel pour faire partie de la bande à laquelle il s'identifie et en compagnie de laquelle il ira voir un *show* à 50 \$ ou 100 \$. À la limite, la difficulté de se donner une identité désirée conduira le jeune à la délinquance, au banditisme ou au suicide qui est la forme ultime du décrochage.

Vous aurez noté que je n'ai pas identifié la pauvreté comme étant un déterminant de l'abandon scolaire. C'est que j'ai hésité à le faire parce que la pauvreté est un des principaux déterminants d'une foule de problèmes sociaux et qu'en réalité, le fait d'être pauvre n'empêche pas en soi la fréquentation scolaire, du moins pour ce qui concerne le primaire et le secondaire. Le problème, c'est que la pauvreté induit souvent une culture de l'insuccès et oblige à privilégier d'autres activités que les études. Les jeunes souffrent donc de la pauvreté d'un milieu et de l'aliénation qu'elle produit, c'est bien connu. Conséquemment, ce déterminant ne peut être atténué que par la lutte constante et déterminée contre la pauvreté qui frappe une fraction très importante de la population. La pauvreté des jeunes est un avatar de celle des parents.

3- La place et le rôle des organismes communautaires dans la lutte au décrochage scolaire

À mon avis, et comme je l'ai indiqué en parlant des axes historiques de pratique des groupes communautaires, votre tâche est quadruple, et vous devez tout faire en même temps ou presque. Inutile de dire que votre action en ce qui concerne le décrochage scolaire doit être inspirée par les valeurs qui animent l'action communautaire : le respect des personnes, l'autonomie, la solidarité, l'exigence de justice et d'équité. Elle doit s'inscrire dans le respect de votre autonomie à tous les égards, tant au plan de vos stratégies d'intervention que du contrôle de vos activités.

Dans un premier temps, vous devez évidemment répondre immédiatement au problème que pose à chaque individu le décrochage scolaire. Je sais que vous êtes engagés dans des actions qui visent cet objectif : l'aide aux devoirs pour les élèves du primaire, la réalisation d'activités intéressantes pour ceux du secondaire, l'accompagnement de jeunes adultes qui vivent des difficultés particulières susceptibles de les éloigner des études. Ce travail correspond à **l'axe de la livraison de services de toute première ligne**.

Le deuxième axe, c'est l'éducation populaire. En ce qui concerne le décrochage, tout se passe comme s'il fallait faire de l'éducation dans l'éducation. Pourquoi pas! Il faut d'une part convaincre le milieu de l'importance du soutien aux élèves et aux enseignants. Pour contrer un discours politique qui contribue à dévaloriser le métier d'enseignant, il faut opposer la solidarité la plus grande avec les professionnels de l'enseignement. Il faut aussi réaliser des activités d'information et d'éducation populaire qui éveillent la conscience du milieu à la nécessité de s'investir dans le succès des jeunes. Cela implique, par exemple, une certaine rééducation des adultes en ce qui concerne la disponibilité qu'ils doivent aux jeunes. Nous les avons mis au monde, nous n'avons pas le droit de les laisser tomber.

Le troisième axe de l'action communautaire, c'est de faire connaître les besoins d'un milieu. Si, historiquement, l'action communautaire a favorisé l'innovation dans plusieurs domaines, si, à cause de leur souplesse et la créativité qui peut s'y déployer, les ressources communautaires contribuent de façon très importante à la qualité de vie des milieux, c'est qu'étant au plus près des personnes, elles sont bien placées pour identifier les problèmes auxquels elles sont confrontées. Cela impose que les mouvements sociaux et leurs antennes locales doivent être le relais des préoccupations et des besoins populaires. Cela implique qu'il faut se donner le temps de bien identifier ces besoins. Il faut se donner le temps d'être un observatoire permanent de la réalité sociale de milieux particuliers. Il faut se donner le temps de parler au monde.

Cette tâche est celle de chacun des groupes, mais elle doit aussi être celle de groupes qui travaillent ensemble et mettent en commun leur part de connaissances. Ainsi, il n'y a aucune raison qui devrait empêcher une maison de la famille de travailler avec une maison des jeunes, un centre de femmes, un groupe de défense des prestataires de l'aide sociale, etc. Cette collaboration doit aussi s'étendre aux syndicats d'enseignants. Elle doit être systématique.

Enfin, et compte tenu du fait que les politiciens sont parfois un peu lents à comprendre les nécessités de milieux qui leur sont souvent étrangers, il importe que les organismes communautaires réalisent un travail de persuasion politique à plusieurs niveaux. C'est **l'axe de la revendication**.

1. Il me semble important que compte tenu des ressources plutôt limitées dont dispose l'État, les milieux communautaires s'associent au mouvement syndical pour exiger la fin du financement de l'école privée et le rapatriement de ces ressources dans le secteur public, prioritairement dans le soutien à la réussite scolaire et à l'action contre l'abandon des études.
2. Dans une perspective de solidarité sociale, il serait sans doute souhaitable qu'une plus grande mixité dans les classes favorise une dynamique d'émulation et de stimulation aux études. Encourager les meilleurs à accompagner celles et ceux qui connaissent des difficultés constitue une excellente école de solidarité sociale. Cela rend tout le monde meilleur.
3. Là où le problème de l'abandon l'exige, il faudrait impérieusement réduire le nombre d'élèves par classe pour assurer une présence plus personnalisée aux élèves en difficulté.
4. Dans tous les milieux où cela s'impose, un comité d'action devrait être formé regroupant les enseignants et les groupes communautaires de lutte au décrochage scolaire. Ce comité aurait pour tâche principale de structurer une stratégie de lutte au décrochage fondée sur les particularités culturelles et sociales d'un milieu, le respect de la responsabilité et des limites professionnelles des enseignants, l'autonomie des groupes communautaires et bien entendu, la responsabilité parentale.
5. L'État devrait soutenir financièrement les initiatives innovatrices et autonomes en matière de lutte à l'abandon des études et ne pas chercher à instrumentaliser les milieux communautaires dans des stratégies auxquelles ils n'ont pas été associés.
6. Tout en reconnaissant l'apport des fondations privées, l'État devrait refuser de se subordonner au secteur privé pour l'élaboration de stratégies d'intervention, tant auprès de la petite enfance que des jeunes à l'école.
7. Une importante campagne valorisant l'instruction comme source première de la formation de l'identité personnelle devrait être mise sur les rails avec la complicité active des milieux de la culture, de la science, des ordres professionnels et des sports, le tout soutenu par le mouvement syndical et le monde des affaires.
8. Il faut de toute urgence tenir des États généraux portant sur la réussite scolaire. Les milieux communautaires et syndicaux doivent faire front commun sur ce sujet et si l'État ne veut pas ou tarde trop à s'y engager, ce front commun devrait agir seul.

Conclusion

L'abandon des études par un nombre beaucoup trop grand de jeunes est à mon avis l'expression d'un décrochage plus généralisé. Il témoigne d'une perte de sens qui affecte l'ensemble de la société. Nous devons faire le point sur ce qui nous importe vraiment comme individus, parents et société et rééquilibrer nos priorités en fonction de ce qui compte vraiment. Si la crise économique que nous traversons illustre de façon éclatante l'incroyable cupidité et l'in vraisemblable incompetence de celles et ceux qui occupent les plus hautes fonctions dans notre société, elle nous invite à la réflexion.

Cette réflexion touche la sphère de l'éducation dans un monde dominé par l'aspiration à une consommation débridée, par une instrumentalisation des humains en fonction de leur utilité comme outil de production et par l'établissement d'une dignité humaine à géométrie variable selon qu'on est riche ou pauvre, productif ou pas, né dans les beaux quartiers ou en milieu populaire.

Les causes du décrochage scolaire sont connues. Elles sont dans une large mesure le produit de l'action humaine. Elles sont le résultat d'une incapacité ou d'une insouciance à harmoniser nos rapports aux jeunes dans un monde en changement. Si cela est vrai, alors nous y pouvons quelque chose. À mon avis, la solution au problème du décrochage scolaire passe par la solidarité sociale et l'engagement de l'État à soutenir nos efforts.

Je vous souhaite de réussir. Merci.

À CONSULTER :

Annexe 3 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de M. Henri Lamoureux
(document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Bibliographie sélective :

Lamoureux, Henri. *L'action communautaire. Des pratiques en quête de sens*. Coll. « Partis pris actuels ». Montréal : VLB éditeur, 2007, 208 p.

Lamoureux, Henri, Jocelyne Lavoie, Robert Mayer *et al.* *La pratique de l'action communautaire*, 2^e édition. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2007, 548 p.

Lamoureux, Henri. *Éthique, travail social et action communautaire*. Coll. « Problèmes sociaux et interventions sociales ». Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, 266 p.

Lamoureux, Henri. *Les dérives de la démocratie*. Coll. « Partis pris actuels ». Montréal : VLB éditeur, 1999, 167 p.

Lamoureux, Henri. *Le citoyen responsable*. Coll. « Partis pris actuels ». Montréal : VLB éditeur, 1996, 181 p.

ATELIER A

LA MOTIVATION ET LES « ENGRENAGES DE LA RÉUSSITE »

Jeudi 2 avril 2009, 10 h 30 et 13 h

Présentateur : M. Daniel Courtois, intervenant en prévention de l'abandon scolaire, Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette.

Secrétaire : Mme Kim De Baene, responsable de la vie associative au ROCQLD.

Synthèse de l'atelier

Dans cet atelier, l'animateur Daniel Courtois, de l'organisme Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette, a proposé aux participants une approche favorisant la réussite des enfants qui affichent des difficultés ainsi qu'un manque de motivation. Il s'agit du G.P.S. : Goût-Plan-Satisfaction.

La réussite est y présentée comme un mécanisme composé de quatre principaux engrenages. La motivation est l'une des composantes du « système d'engrenages de la réussite ». L'estime de soi, la tâche et les succès sont les autres éléments qui composent ce système (voir le graphique suivant la synthèse).

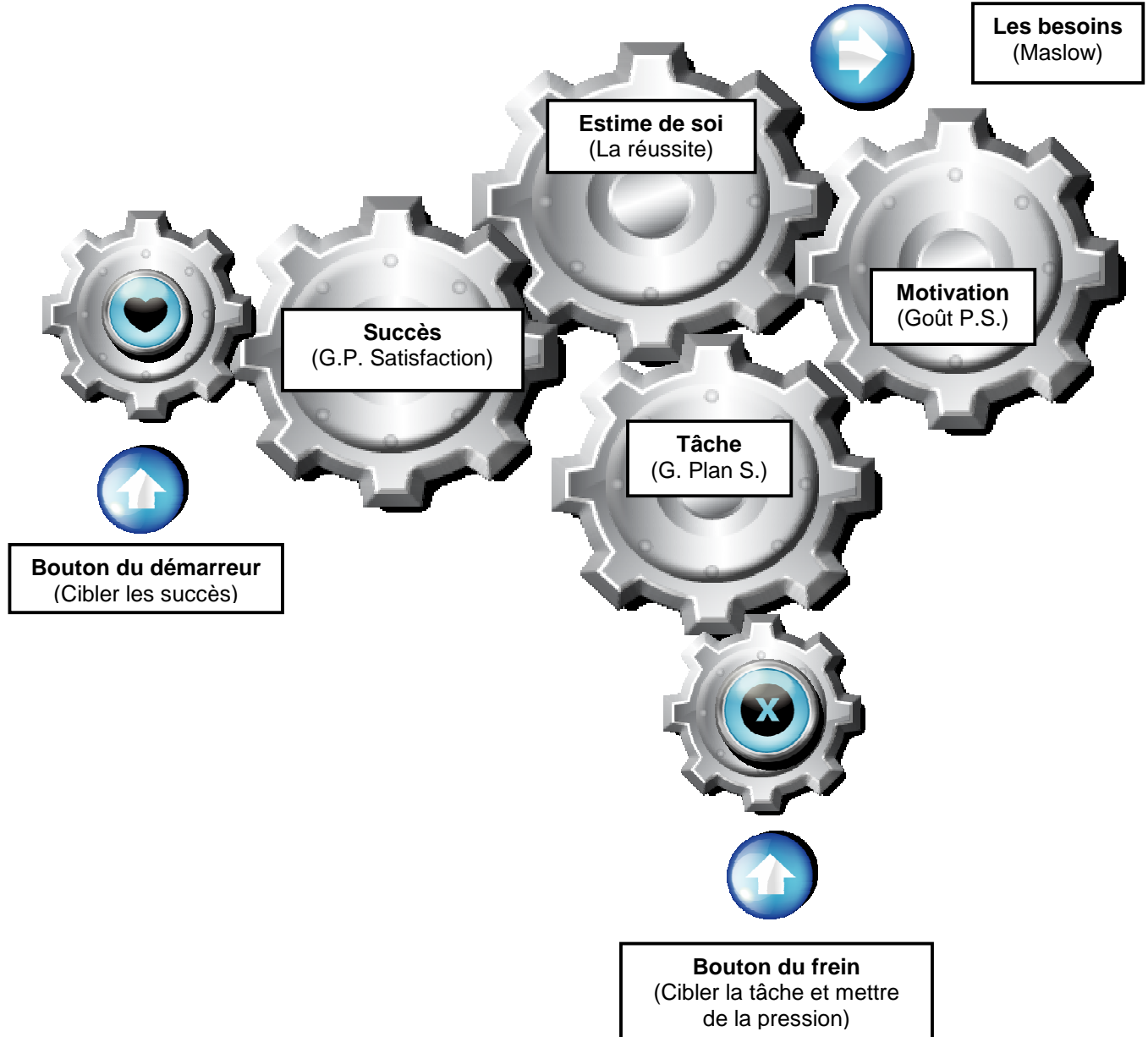
Comme l'a souligné l'animateur, pour amener les enfants à vivre des réussites, il est important d'activer le bon engrenage du système, celui qui va entraîner tous les autres. Or, nos réflexes, nos habitudes, nous conduisent le plus souvent à mettre toute la pression sur l'exécution de la tâche. Cependant, et nous le savons très bien, les enfants ne parviennent pas toujours à réussir leurs tâches du premier coup. Cela a pour conséquence d'ébranler leur estime d'eux-mêmes. Et une faible estime de soi influe inévitablement sur la motivation... Bref, comme éducateur, il faut apprendre à faire autrement pour aider les jeunes à réussir. Mais comment?

Il appert que le premier engrenage à activer est celui des succès. Dans l'exécution d'une tâche, nous devons souligner les succès des enfants, si modestes soient-ils, afin de les ouvrir à l'apprentissage. Si un jeune est certain d'échouer, il ne sera pas ouvert à être aidé. En inversant la tendance, on permet aux enfants de découvrir leur potentiel pour mieux surmonter leurs difficultés.

Dans son travail quotidien, l'équipe de Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette a constaté que certains parents – ou adultes significatifs – avaient également une mauvaise estime d'eux-mêmes et qu'ils manquaient de motivation. Comme leur attitude a inmanquablement un impact sur celle des enfants, il est apparu essentiel de travailler avec les adultes pour qu'ils modifient leur propre perception d'eux-mêmes et qu'ils deviennent ainsi de meilleurs éducateurs.

En somme, cette approche favorisant la réussite des enfants se veut une critique de la société dans laquelle nous vivons où tout est basé sur la performance. Si nous travaillons sur l'estime de soi plutôt que sur l'atteinte d'un résultat, nous nous rendons compte que nous obtenons plus de succès ainsi.

LES ENGRENAGES DE LA RÉUSSITE



À CONSULTER :

Synthèse scientifique du CTREQ :
Document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>

Site Internet de Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette :
www.pro-jeune-est.ca

ATELIER B

LES PARENTS, DES ACTEURS INCONTOURNABLES DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE : COMMENT LES REJOINDRE, LES AIDER, LES IMPLIQUER?

Jeudi 2 avril 2009, 10 h 30 et 13 h

Résumé

Les résultats de la recherche le démontrent : plus les parents sont présents auprès de leurs enfants, plus ces derniers persévèrent. Toutefois, sur le terrain, nous constatons que les parents sont difficiles à joindre et qu'il s'avère souvent ardu de les impliquer dans la réussite éducative de leurs enfants. Trois approches innovantes, développées dans des organismes communautaires afin de créer des liens significatifs avec des parents de jeunes en difficulté, ont été présentées au cours de cet atelier.

Panélistes :

Mme Marie-Lyne Brunet – Coordinatrice du volet en soutien scolaire, Je Passe Partout.

Mme Véronique Fournier – Coordinatrice du projet École des parents au Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO).

Mme Mélanie Marsolais – Coordinatrice du secteur Éducation, PROMIS (Promotion, Intégration, Société nouvelle).

Animateur : M. Éric Demers, coordonnateur à la liaison, Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec.

Secrétaire : Mme Frédérique Bélair-Bonnet, agente de développement à la Conférence régionale des élus de Montréal – secteur Éducation.

Synthèse de l'atelier

Trois ressources communautaires de Montréal ont été mises en valeur dans le cadre de cet atelier : Je Passe Partout dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, l'École du samedi de l'organisme PROMIS dans Côte-des-Neiges et l'École des parents du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO). Ces initiatives ont en commun la volonté de travailler avec les parents en vue de renforcer leurs compétences en tant que premiers éducateurs de leurs enfants. Elles sont situées dans des milieux défavorisés où les parents sont généralement difficiles à rejoindre et n'ont pas toujours foi en leur capacité à accompagner leurs enfants dans leur cheminement scolaire.

Je Passe Partout et le programme ordinateur

L'organisme Je Passe Partout expérimente depuis près de dix ans le programme ordinateur auprès des familles (à noter : il existe également un volet scolaire à ce programme). Les intervenants, lors de leurs interventions à domicile, utilisent un ordinateur comme outil pédagogique pour amener les parents à voir sous un nouveau jour la période des devoirs et des leçons.

Le programme a pour objectifs de :

- ❖ Permettre aux jeunes et aux parents de milieux défavorisés d'avoir accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et de se familiariser avec celles-ci;
- ❖ Permettre aux élèves de consolider les notions académiques vues en classe et d'augmenter leur motivation;
- ❖ Permettre aux parents de renouer avec l'école et d'être impliqués dans la démarche d'apprentissage de leurs enfants.

Après plusieurs années d'expérimentation, l'équipe de Je Passe Partout constate que le projet constitue une façon particulièrement efficace de rejoindre les pères et de les intéresser à la réussite éducative de leurs enfants. Aussi, on observe qu'il est beaucoup plus facile de se rapprocher des parents lorsque c'est fait de manière informelle – les échanges sont plus décontractés à la maison – que lorsque l'on utilise des canaux officiels – par exemple, par courrier. Pour une intervention réussie, il importe par ailleurs de miser sur les forces des parents afin de les valoriser dans leur rôle d'éducateur. Enfin, les projets développés dans les familles grâce à l'outil ordinateur doivent répondre à des besoins concrets, donner des résultats tangibles et surtout constituer un moment agréable de rapprochement parent-enfant.

PROMIS et son « École du samedi »

L'organisme PROMIS, situé dans un quartier caractérisé par sa pluriethnicité, offre depuis 1988 le service de soutien scolaire « École du samedi » qui vise à favoriser la réussite scolaire des élèves et l'intégration des familles immigrantes. Tous les samedis durant l'année scolaire, des élèves et leur famille sont accueillis dans les locaux de l'organisme pour bénéficier des services de tutorat individuel et d'ateliers pour les parents. Pendant que les enfants travaillent à surmonter leurs difficultés en français et en mathématiques, les parents sont initiés au français et au système scolaire québécois. Ces derniers participent également au soutien scolaire de leurs enfants.

Pour les familles issues de l'immigration qui s'installent au Québec, un des plus grands défis consiste à apprendre la langue française. Par ailleurs, les parents vivent souvent des difficultés socioéconomiques et d'intégration qui les conduisent à se replier sur eux-mêmes. Pour ces raisons, ils ne se sentent pas en mesure de soutenir leurs enfants dans leur cheminement scolaire. Chez PROMIS, on travaille à redonner aux parents la place qui leur revient comme éducateur. On souhaite leur redonner confiance et leur faire saisir toute l'importance de se connecter sur le vécu scolaire de leurs enfants pour aider ceux-ci à réussir.

L'École des parents du RESO

Créée en 2004, l'École des parents permet à des adultes d'entamer une démarche d'apprentissage en français, mathématiques et informatique dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et de renforcer leurs compétences en soutien à la réussite scolaire de leurs enfants. La formule proposée est simple, souple et adaptée à leurs besoins : dans les écoles primaires du quartier, ils participent deux fois par semaine à des cours dans de petites classes multiniveaux. Ils sont accompagnés dans leur démarche par une conseillère en formation qui les soutient selon les objectifs qu'ils se sont fixés.

Ce projet de formation adaptée constitue d'abord et avant tout pour les participants un tremplin vers un retour à l'école ou encore vers l'élaboration d'un projet de vie. Du même pas, les parents développent un rapport plus positif à l'apprentissage, leur permettant ainsi de mieux soutenir leurs enfants dans leur réussite scolaire. Les résultats du projet sont très encourageants : jusqu'à maintenant, deux parents sur trois ont effectué un retour aux études ou se sont insérés en emploi.

Constats communs aux trois initiatives présentées

- ❖ Tous les parents veulent le bien de leurs enfants. C'est la pierre angulaire des projets impliquant des parents : il faut miser sur les liens affectifs pour les mobiliser autour de la réussite éducative de leurs enfants.
- ❖ Les parents connaissent leurs enfants. Il est donc impératif de leur donner la parole, de valoriser ce qu'ils ont à offrir et d'agir avec eux, et non pour eux.
- ❖ Il est nécessaire de développer un climat de confiance avec les parents. Pour ce faire, il faut du temps, de l'écoute et une relation basée sur des préoccupations concrètes qui font appel au vécu quotidien des familles.
- ❖ Pour bien travailler avec les parents, il est nécessaire d'avoir une offre de services souple que l'on peut adapter en fonction de leurs besoins.
- ❖ Comme les parents n'ont pas nécessairement vécu des expériences positives à l'école, il est primordial de développer avec eux un nouveau rapport à l'apprentissage qui n'est pas strictement « scolaire ».
- ❖ Il y a un travail de démythification du système scolaire à faire auprès des parents. L'école est malheureusement souvent l'endroit où l'on va chercher les mauvaises nouvelles. Il faut prendre le temps d'expliquer aux parents comment l'école fonctionne et comment ils peuvent y trouver leur place.
- ❖ Les groupes communautaires œuvrant auprès des parents doivent établir de bonnes collaborations avec les écoles. Il s'agit là d'ailleurs d'un des plus grands défis rencontrés par les organismes : « entrer » dans les écoles et y instaurer des liens pérennes basés sur le partenariat responsable.
- ❖ La capacité des organismes communautaires à développer des liens avec les parents leur permet d'agir comme relais avec l'école et les autres ressources du milieu.

À CONSULTER :

Annexe 4 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de Mme Marie-Lyne Brunet, de Je Passe Partout (document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Annexe 5 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de Mme Mélanie Marsolais, de PROMIS (document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Annexe 6 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de Mme Véronique Fournier, de L'École des parents (document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Synthèse scientifique du CTREQ :

Document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>

Site Internet de Je Passe Partout :

<http://www.jepassepartout.org/>

Site Internet de PROMIS :

<http://www.promis.qc.ca/data/index.php>

Site Internet du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) :

<http://www.resomtl.com/fr/accueil.aspx>

ATELIER C

MOBILISER LA COMMUNAUTÉ : COMMENT ET À QUEL PRIX?

Jeudi 2 avril 2009, 10 h 30 et 14 h 45

Résumé

L'école ne peut, à elle seule, contrer le décrochage. À l'heure où un consensus toujours plus large s'établit autour de ce constat, les projets s'appuyant sur la mobilisation des collectivités font de plus en plus figure de « formules gagnantes » auprès des décideurs en matière de réussite éducative. Quel rôle les organismes communautaires sont-ils appelés à jouer dans de tels projets? « 80, ruelle de l'Avenir » est un bel exemple de projet mobilisateur d'envergure où un organisme communautaire, Projet 80, a joué un rôle central.

Présentatrice : Mme Sophie Aubin, directrice adjointe de l'organisme Projet 80.

Animateur : M. François Guité, coordonnateur du Réseau d'information sur la réussite éducative, un projet du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec.

Secrétaire : M. Michel Plamondon, responsable des communications au ROCQLD.

Synthèse de l'atelier

Cet atelier proposait une réflexion critique sur les projets portés par les organismes communautaires de lutte au décrochage qui s'appuient sur la mobilisation des communautés. Il avait donc pour objectif de « démystifier » le processus de mobilisation. Comment fait-on pour mobiliser des partenaires autour d'un projet communautaire? Quelles sont les exigences pour les organismes? La directrice adjointe de Projet 80, Mme Sophie Aubin, a été invitée à venir discuter de la mise sur pied du « 80, ruelle de l'Avenir » afin de nourrir la réflexion.

Projet 80 est un organisme communautaire qui œuvre dans le quartier Centre-Sud de Montréal depuis plus de 30 ans. Sa mission consiste à offrir des services éducatifs et sociaux, ainsi que des activités de loisir, afin de contribuer au développement et à l'épanouissement des enfants et de leur famille. L'organisme a conçu au fil des ans de nombreux volets d'activités, notamment un service de dîners dans deux écoles primaires, un service d'animation après les heures de classe et le projet Transit qui vise une réduction de l'abandon scolaire.

Les origines du « 80, ruelle de l'Avenir »

Il y a quelques années, l'organisme Projet 80 s'est vu offrir une annexe de l'école primaire Garneau qui était aux prises avec une baisse d'achalandage. Il y a vu une opportunité d'y créer un lieu d'apprentissage stimulant pouvant permettre aux jeunes de développer leur potentiel et d'« apprendre autrement » à travers diverses activités. Les locaux nécessitant des rénovations et des équipements spéciaux pour assumer leur nouvelle vocation, l'organisme a approché Gaz Métro pour lui soumettre son projet. L'entreprise, dans un souci de soutenir des initiatives structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie de la communauté, a souscrit à l'initiative avec enthousiasme. À la suite d'une évaluation des besoins, le projet a pris une toute autre ampleur : son budget est passé de 100 000 \$ à 3 millions \$! Grâce à ce partenariat, le « 80, ruelle de l'Avenir » a pu se développer de manière extraordinaire : le

bâtiment a pu être rénové et de nouveaux partenaires ont été mobilisés (contribution financière, contribution en service et implication bénévole).

Les activités du « 80, ruelle de l'Avenir » ont débuté à l'automne 2008. La programmation comporte plusieurs volets : alimentation (aménagement d'une grande cuisine laboratoire); activités physiques et sportives (gymnase refait et cour d'école « verte »); horticulture (notamment sur le « toit-terrasse cultivé »); multimédia; centre Internet; centre de références (l'Escale, située dans la salle de séjour); activités en arts et sciences; parcours d'apprentissage. En plus d'être ouvert aux jeunes, le « 80, ruelle de l'Avenir » accueille les écoles, les organismes communautaires et les parents.

Selon Mme Aubin, certaines conditions sont essentielles à la réussite d'un projet de grande envergure comme le « 80, ruelle de l'Avenir » :

- ❖ Ce projet est une œuvre de maturité; un organisme qui n'a pas les reins assez solides ne peut pas s'engager dans une telle voie. Il faut donc que l'organisme ait développé un savoir-faire, une grande expérience et des liens de collaboration solides avec les acteurs du milieu.
- ❖ Les réalités communautaires et privées doivent être comprises de part et d'autre.
- ❖ L'organisme doit être soutenu par ses partenaires avec lesquels il partage une vision commune (cadre de référence commun).
- ❖ L'organisme, les écoles et les autres organismes du secteur doivent entretenir de solides relations.
- ❖ Le projet doit faire l'objet d'une évaluation pour en connaître l'impact sur la communauté.
- ❖ Enfin, l'organisme se doit de rester authentique et honnête.

Par ailleurs, l'expérience du « 80, ruelle de l'Avenir » démontre que l'organisme « porteur » doit faire de nombreux ajustements aux plans de la gestion et des collaborations :

- ❖ L'organisme a vécu un « choc culturel » en travaillant à la fois avec le secteur privé et le milieu scolaire qui ont des façons de faire et des objectifs différents des siens. À titre d'exemple, les consultants privés et les travailleurs communautaires ne gagnaient pas le même salaire mais ceux-ci devaient exécuter le même type de tâches! De nombreuses discussions ont donc été nécessaires pour concilier les différentes visions.
- ❖ Les autres organismes communautaires du secteur ont craint de « perdre leur place » dans la communauté et de voir les jeunes désertir leurs locaux. Ils ont également redouté de perdre des sources de financement. C'est en discutant avec eux que Projet 80 a pu les convaincre de la nature inclusive du « 80, ruelle de l'Avenir », celui-ci étant avant tout un projet de quartier.
- ❖ Le projet a nécessité de développer des liens avec toutes les directions d'école du quartier.
- ❖ L'équipe de Projet 80 est passée de douze à vingt-quatre employés, ce qui a changé de beaucoup la dynamique de travail.
- ❖ Il a fallu repenser la structure administrative de l'organisme qui risquait de perdre son identité. Pour éviter cette situation, Projet 80 est demeuré lui-même avec son conseil d'administration et il a créé une unité de gestion semi-autonome pour le « 80, ruelle de l'Avenir ». Les résolutions de cette unité de gestion sont soumises au conseil d'administration de l'organisme qui prend les décisions finales.
- ❖ Considérant l'importance du budget alloué au projet et des impératifs de « performance » dictés par le privé, Projet 80 ressentait une certaine pression à faire avancer le dossier. Ainsi, il a dû recourir aux services d'un consultant, ce qui a eu pour effet de réduire l'autonomie de l'organisme en regard

de la gestion. Il apparaît impératif pour l'organisme de garder, à l'avenir, la mainmise sur le développement du projet.

Même si les projets mobilisateurs comme le « 80, ruelle de l'Avenir » exigent beaucoup de la part des organismes qui les portent, les bénéfices demeurent nombreux pour l'organisme et la communauté :

- ❖ Les premiers à profiter de cette mobilisation sont les jeunes et leur famille qui ont accès à un lieu où ils peuvent découvrir leurs passions, leurs talents et s'ouvrir à de nouveaux horizons.
- ❖ En rassemblant de nombreux partenaires, le projet et l'organisme gagnent en visibilité et en crédibilité. Tout le monde à Montréal (ou presque!) connaît maintenant l'initiative.
- ❖ Avec les nouvelles sources de financement rattachées au « 80, ruelle de l'Avenir », les conditions de travail des employés ont connu une amélioration.
- ❖ Le projet a permis à l'organisme de bien s'intégrer dans le milieu scolaire.

À CONSULTER :

Annexe 7 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de Mme Sophie Aubin
(document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Synthèse scientifique du CTREQ :

Document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>

Site Internet de Projet 80 :

<http://www.projet80.org/>

Site Internet du « 80, ruelle de l'Avenir » :

<http://www.80ruelle.com/>

ATELIER D

DES INITIATIVES INSPIRANTES DE RÉINSERTION EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

Jeudi 2 avril 2009, 13 h 00 et 14 h 45

Résumé

Ce n'est pas un hasard si dans le milieu communautaire on parle plus volontiers de lutte au décrochage que de lutte au décrochage scolaire. La nuance est importante. Pour ceux qui privilégient dans leurs pratiques une approche personnalisée où le jeune est reçu dans sa globalité, il est clair que du décrochage scolaire au décrochage social, le pas est vite franchi. Ainsi, les activités de réinsertion se trouvent-elles au cœur des interventions de nombreux organismes. Les jeunes s'y engagent afin de réfléchir à leur cheminement et acquérir diverses compétences et habiletés.

Panélistes :

Mme Annie Boulet – Chargée de projet à L'ABC des Hauts Plateaux Montmagny-L'Islet.

Mme Line Savoie – Directrice des interventions en employabilité, CyberCap.

Animatrice : Mme Hélène Rioux, directrice des communications au Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec.

Secrétaire : Mme Josée Lacoursière, directrice de l'organisme Bénado.

Synthèse de l'atelier

Il existe de nombreuses initiatives en milieu communautaire qui permettent à des jeunes décrocheurs potentiels ou réels d'entreprendre une démarche de réinsertion, aussi appelée « de raccrochage ». Cet atelier a permis d'explorer quelques programmes qui illustrent bien la diversité et la qualité des pratiques existantes à travers le Québec, que ce soit en milieu rural ou urbain.

Dans un premier temps, Mme Annie Boulet, de L'ABC des Hauts Plateaux Montmagny-L'Islet, un organisme situé dans la région de Chaudière-Appalaches, a présenté les divers volets d'activités qui ont été développés pour venir en aide aux jeunes en difficulté. Après avoir brossé un portrait de la réalité régionale (important taux de décrochage et d'analphabétisme, précarité économique, petits villages situés loin des centres urbains, absence de programmes de formation professionnelle et de services alternatifs à l'éducation, etc.), elle a mis de l'avant la forte volonté de l'organisme de s'attaquer au phénomène du décrochage en travaillant à l'amélioration des conditions de vie des jeunes.

Selon les observations de l'équipe de L'ABC, certains facteurs spécifiques sont à l'origine du haut taux de décrochage dans la région. Au premier chef, l'équipe cible le manque de diversité dans l'offre de services éducatifs. De nombreux jeunes, n'ayant pas la possibilité de bénéficier de la formation secondaire professionnelle, se découragent avant d'arriver au niveau collégial. Ils quittent ainsi l'école secondaire avant d'obtenir leur diplôme et se voient obligés d'accepter des emplois peu rémunérés et peu valorisants. Par ailleurs, les activités parascolaires offertes dans la région sont souvent sélectives – elles valorisent surtout les sports au détriment des activités culturelles, ce qui pénalise les élèves intéressés par les arts.

À L'ABC, la philosophie d'intervention est fondée sur la volonté d'amener les jeunes à découvrir leurs talents et à approfondir leurs champs d'intérêts. De cette approche découle la mise en oeuvre de divers projets par les jeunes eux-mêmes et qui doivent impliquer la communauté – artisans, personnes âgées, gens de métier, etc. – dans une perspective de valorisation des richesses locales. Par exemple, le projet « Cnaturel » consiste en une démarche de revitalisation des villages, accomplie par des jeunes en collaboration avec les « talents du coin ». L'objectif poursuivi est de hausser la qualité de vie de la région, en encourageant l'entraide et le partage, ce qui permet aux jeunes de développer un sentiment d'appartenance à leur communauté et de se sentir valorisés. Les jeunes qui se sont engagés dans ce type de projets ont repris ou poursuivi leurs études en étant plus motivés et en ayant un plan d'avenir.

Contrairement à L'ABC, l'organisme CyberCap est situé dans un milieu urbain où les conditions socio-économiques diffèrent de celles qui prévalent en contexte rural. Est-ce que cela fait de CyberCap un organisme très différent de L'ABC? À la lumière des deux présentations, la réponse se doit d'être nuancée. Comme l'a expliqué Mme Line Savoie, directrice des interventions en employabilité chez CyberCap, l'organisme a pour mission d'améliorer la situation des jeunes en difficulté sur les plans personnel, social et professionnel. Le multimédia, au cœur de toutes les activités proposées par l'organisme, est utilisé comme principal outil de motivation et de réinsertion. CyberCap privilégie deux axes d'intervention – la prévention du décrochage et l'intégration socioprofessionnelle – qui sont transversaux aux trois programmes offerts : TransiTlon, Défi InteraXion et TechnoZone.

Le programme TransiTlon s'adresse aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, sans diplôme et sans emploi, qui ont un intérêt marqué pour le multimédia et qui souhaitent se prendre en main. Durant les six mois que dure le programme, ces jeunes acquièrent des connaissances en multimédia tout en évoluant dans un véritable contexte de production. Ils bénéficient d'un soutien personnalisé et sont amenés à développer des compétences personnelles essentielles sur le marché du travail. Le Défi InteraXion, pour sa part, offre à des élèves en difficulté ou à risque de décrocher (10-25 ans) la possibilité de découvrir le multimédia dans le but de les stimuler à poursuivre leurs études. Enfin, la TechnoZone est un site Internet dynamique qui propose aux jeunes des informations et des ressources sur les métiers liés au divertissement numérique.

Si chez CyberCap on mise sur le multimédia pour accroître la persévérance scolaire des jeunes, on met plutôt l'accent, à L'ABC, sur les projets de développement local. Or, les objectifs demeurent les mêmes pour les jeunes, que l'on soit à Saint-Pamphile ou à Montréal : améliorer leur confiance en soi, leur faire découvrir leurs forces et leurs passions et leur offrir un soutien individualisé pour réaliser leurs projets personnels et professionnels. Les interventions des deux organismes sont ainsi basées sur la motivation des jeunes et le respect de leurs besoins et intérêts. Cette approche est un véritable gage de réussite si l'on se fie au parcours positif des jeunes qui ont participé aux activités des deux organismes. Aussi, il faut noter un très fort attrait des jeunes pour le multimédia : chez CyberCap, les différents programmes connaissent un grand succès et à L'ABC, les projets qui intègrent les nouvelles technologies, telles que les productions vidéo, ont toujours la cote.

À CONSULTER :

Annexe 8 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de Mme Line Savoie, de CyberCap
(document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Synthèse scientifique du CTREQ :

Document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>

Site Internet de L'ABC des Hauts Plateaux Montmagny-L'Islet :

<http://www.abcsud.com/>

Site Internet de CyberCap :

<http://www.cybercap.qc.ca/>

ATELIER E

LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DU MILIEU COMMUNAUTAIRE : OÙ SONT NOS LIMITES?

Jeudi 2 avril 2009, 10 h 30 et 14 h 45

Résumé

Offrir un soutien personnalisé qui prend en compte la globalité des personnes, c'est notamment devoir composer avec l'impact sur les individus de transformations sociales, économiques et environnementales accélérées. C'est aussi devoir combler l'accroissement des vides laissés par un État-providence qui rétrécit au même rythme. Que devient le rôle des organismes communautaires dans ce contexte de turbulences incessantes? Jusqu'où doivent-ils (et peuvent-ils) adapter leurs pratiques pour répondre aux besoins changeants des personnes et des milieux? Cet atelier, sous la forme d'une discussion ouverte, a permis une réflexion sur les forces, mais aussi sur les limites, des organismes en ce qui a trait à l'adaptabilité de leurs pratiques.

Animateur : M. Jacques Fournier. Aujourd'hui retraité, M. Fournier a été agent d'information et organisateur communautaire au CLSC Longueuil-Ouest pendant 27 ans.

Secrétaire : Mme Adèle Boudreau, directrice générale de Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette.

Synthèse de l'atelier

Introduction

Parmi les défis auxquels les organismes communautaires font face, il y a la nécessité de s'adapter à une multitude de transformations sociales, économiques, politiques et environnementales. Or, une des forces du mouvement communautaire est peut-être justement sa capacité de bien répondre aux besoins en constante évolution des citoyens car il est le « répondant » le plus près du terrain.

Lorsque l'on aborde la question de l'adaptation des pratiques chez les organismes communautaires de lutte au décrochage, plusieurs éléments doivent être pris en considération, à savoir :

- ❖ La lutte au décrochage y est comprise au sens large : prévention auprès d'enfants d'âge préscolaire, prévention au primaire, prévention au secondaire, soutien aux jeunes décrocheurs potentiels, soutien aux raccrocheurs et accompagnement des familles. En bref, les organismes interviennent de différentes façons auprès des personnes selon les besoins et les milieux.
- ❖ De par leur mission, les organismes sont appelés à travailler en intersectorialité avec différents partenaires, dont le milieu scolaire, le secteur de la santé et des services sociaux et le milieu des affaires.
- ❖ Comme dans tous les secteurs de l'action communautaire, les groupes de lutte au décrochage font preuve d'une grande capacité d'innovation en développant en continu de nouvelles approches.

L'adaptation des pratiques communautaires aux changements qui affectent notre société constitue un exercice exigeant pour les organismes. Aussi, ces derniers sont-ils tenus de se demander où se situe la frontière entre ce qu'ils peuvent faire pour aider les jeunes et ce qui dépasse leurs capacités et leurs compétences. L'objectif est donc de réfléchir collectivement aux forces, mais aussi aux limites, à l'égard de l'adaptabilité des pratiques communautaires de lutte au décrochage.

→ *Selon les participants, quels sont les changements observés chez les jeunes et leur famille?*

- ❖ Il n'y a pas de consensus sur le type de changements survenus chez les jeunes au cours des dernières années. Plus précisément, les participants ont, dans l'ensemble, soutenu que les jeunes n'ont pas tellement changé. Par contre, on observe beaucoup de changements au niveau de la société dans laquelle on vit.
- ❖ Un des changements positifs observés par les intervenants : l'importance accordée à la préservation de l'environnement. C'est une cause qui touche les jeunes et qui les motive à s'impliquer.
- ❖ Les participants ont malgré tout évoqué un certain nombre de difficultés nouvelles chez les jeunes qui fréquentent les organismes :
 - Problèmes de consommation : certains jeunes combinent les drogues et les médicaments.
 - Problèmes de santé mentale, comme les troubles anxieux et la dépression.
 - Problème d'isolement : les jeunes sont davantage laissés à eux-mêmes, les familles étant réduites et les parents absorbés par leur travail.
 - Précocité du décrochage : les jeunes pensent décrocher ou décrochent de plus en plus tôt.
 - Phénomène de l'intimidation : cette violence peut avoir un impact négatif sur le parcours scolaire des jeunes qui en sont victimes.
 - La diversité culturelle : les communications sont plus difficiles avec les jeunes et leur famille; cela demande plus d'énergie aux intervenants qui doivent parfois avoir recours à un service de traduction.
 - Un élément à retenir : il y a un certain nombre de problèmes qui affectent les jeunes d'aujourd'hui mais c'est surtout la précocité des problèmes qui est marquante.

→ *Selon les participants, quelles sont les forces des organismes communautaires de lutte au décrochage?*

- ❖ Les organismes fournissent un lieu d'appartenance pour les jeunes avec des adultes signifiants. Ils répondent à leur besoin d'être écoutés et aimés.
- ❖ Les organismes sont tout à fait capables d'offrir le soutien dont les jeunes ont besoin. Leur philosophie d'intervention est fondée sur l'accompagnement personnalisé. Les interventions sont ainsi parfaitement adaptées aux besoins des jeunes.
- ❖ Les intervenants misent sur les forces et les talents des jeunes pour les amener à persévérer ou à raccrocher.
- ❖ Les organismes reconnaissent et valorisent le rôle essentiel des parents dans la réussite des jeunes.

- ❖ Les organismes peuvent compter sur un vaste réseau de bénévoles qui leur permet d'offrir un soutien adéquat aux jeunes ainsi qu'une grande diversité d'activités.
 - ❖ En cas de besoin, les organismes réfèrent les jeunes à d'autres ressources du milieu. Une de leurs forces se situe donc au plan du solide tissu social qu'ils forment avec toutes les ressources disponibles dans la communauté.
- *Selon les participants, quelles sont les limites des organismes en ce qui concerne leur capacité à adapter leurs pratiques?*
- ❖ Les organismes se croient souvent capables de tout accomplir et ne veulent surtout pas décevoir. La référence vers d'autres ressources est parfois perçue comme un constat d'échec. Ils doivent donc apprendre à référer davantage.
 - ❖ Il y a des limites à ajuster la prestation de services aux besoins des jeunes. Les organismes n'ont pas toujours les moyens de leur imagination.
 - ❖ Il n'est pas toujours possible de soutenir les jeunes qui vivent de grandes difficultés; les intervenants ne sont pas des psychiatres ou des spécialistes de ce genre. Il est important de prendre conscience que certains jeunes ont besoin de ressources spécialisées.
 - ❖ La concertation a ses limites. Les tables locales étant très nombreuses, il est difficile d'être présents et actifs partout. Les organismes doivent apprendre à prioriser leur implication pour mieux agir sur les déterminants du décrochage.
 - ❖ Le milieu communautaire n'est pas toujours considéré comme un partenaire à part entière par le milieu scolaire. C'est une réalité qu'il faut reconnaître et sur laquelle il faut travailler.
 - ❖ Certains liens sont difficiles à établir avec les directions d'école; celles-ci ne sont pas toujours disponibles et il y a un grand mouvement de personnel.
 - ❖ Le travail en partenariat n'est pas toujours un exercice évident. Faudrait-il formaliser les partenariats pour en faciliter la mise en œuvre? Il semble qu'une certaine formalisation des collaborations est parfois nécessaire alors que dans certains cas, les organismes apprécient les ententes plus informelles.
 - ❖ Les organismes doivent composer sans cesse avec des limites financières contraignantes, ce qui a un impact indéniable sur le développement des pratiques et la consolidation de l'équipe en place.

À CONSULTER :

Synthèse scientifique du CTREQ :

Document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>

ATELIER F

LA PARTICIPATION DU MILIEU COMMUNAUTAIRE AUX INITIATIVES GOUVERNEMENTALES ET PRIVÉES EN MATIÈRE DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Jeudi 2 avril 2009, 13 h 00 et 14 h 45

Résumé

De nombreuses initiatives en matière de réussite éducative cherchent à associer de plus près le milieu scolaire et la communauté. Qu'elles soient issues du gouvernement ou de fondations privées, de telles initiatives représentent pour les organismes solidement implantés dans la communauté aussi bien des opportunités d'enrichir et développer leur travail de concertation avec les ressources du milieu que des sources de financement potentielles. Mais comment s'y retrouver dans cette multitude de programmes? Et surtout, comment s'y associer, y participer activement, tout en préservant la spécificité des approches du milieu communautaire?

Panélistes :

M. Alain Castonguay – Agent de liaison, Cosmoss Rimouski-Neigette (Communauté Ouverte et Solidaire pour un Monde Outillé, Scolarisé et en Santé).

M. Daniel Lafrance – Agent de développement à la Commission scolaire de la Capitale.

Secrétaire : Mme Geneviève Leblanc, chargée de projets au Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec.

Synthèse de l'atelier

Cet atelier a porté sur la participation du milieu communautaire aux initiatives gouvernementales et privées en matière de réussite éducative. Comment travailler en concertation dans le respect de la mission des organisations? Comment faire en sorte que les collaborations intersectorielles fonctionnent? On a d'abord rappelé en début d'atelier que l'analyse des initiatives qui cherchent à associer le milieu scolaire et la communauté était l'une des suites de la 1^{re} Rencontre nationale (octobre 2006). On souhaitait alors poursuivre la réflexion sur la façon de développer des collaborations fructueuses entre les milieux communautaire et scolaire afin de mieux soutenir les jeunes en difficulté et leur famille.

Cet atelier a permis d'offrir de nouveaux éléments de réflexion sur les collaborations, mais cette fois-ci dans une perspective plus « terrain ». Bien sûr, il a été impossible de couvrir l'ensemble des initiatives car elles sont très nombreuses. On pense entre autres à la *Stratégie d'intervention Agir autrement*, à la *mesure d'Aide aux devoirs*, au *Programme de soutien à l'école montréalaise* et à *Québec en forme*. Deux personnes-ressources sont venues témoigner de leur expérience en lien avec des initiatives précises, soit le programme *Famille, école, communauté : Réussir ensemble* et Cosmoss, un regroupement multisectoriel de partenaires de la MRC Rimouski-Neigette. Ces initiatives ont été présentées sous l'angle des interactions possibles avec les organismes du milieu afin de mieux comprendre les éléments qui facilitent les collaborations.

Le programme Famille, école, communauté : Réussir ensemble

Le programme *Famille, école, communauté : Réussir ensemble* a pour objectif de développer et de valoriser l'implantation d'une communauté éducative en vue de favoriser la réussite des élèves du primaire venant de milieux défavorisés.

Conçu à l'intention des parents d'enfants âgés de 2 à 12 ans, il cherche à soutenir la concertation entre les différents intervenants locaux qui travaillent à la réussite scolaire des élèves. Ce programme a été implanté, pour des fins d'expérimentation, dans plusieurs commissions scolaires du Québec qui sont situées dans des milieux particulièrement vulnérables. M. Lafrance, de la commission scolaire de la Capitale, est venu présenter la mise en œuvre du programme dans le quartier Vanier de Québec, un secteur ciblé en raison de son isolement géographique et de la fragilité de son tissu social.

Le programme s'appuie sur une équipe locale constituée de membres du personnel des écoles et de représentants d'organismes publics et communautaires. Ces intervenants ainsi réunis sont accompagnés par une personne-ressource pour élaborer et mettre en place un plan d'action commun ciblant principalement le soutien aux parents. Dans Vanier, on souhaite particulièrement susciter l'implication de la famille dans le cheminement scolaire des enfants, rapprocher celle-ci de l'école et des ressources du milieu et l'aider à développer son pouvoir d'agir. Selon M. Lafrance, l'intérêt de ce programme gouvernemental se situe dans sa capacité à rendre effectives les collaborations intersectorielles. Par ailleurs, la présence d'une personne-ressource qui s'occupe spécifiquement du projet permet grandement d'en faciliter la mise en œuvre. Enfin, les résultats partiels de l'évaluation du programme montrent une réelle mobilisation des parents autour de l'école et de la réussite de leurs enfants grâce au travail de l'équipe locale.

Le projet Cosmoss Rimouski-Neigette

Le projet Cosmoss est né en 2004 à l'initiative de l'Agence de santé du Bas-Saint-Laurent et de la CRÉ qui ont proposé aux milieux locaux de revoir leurs lieux de concertation afin d'éliminer le dédoublement dans l'offre de services aux jeunes (- 9 mois à 30 ans) et de mieux arrimer les actions. On a donc mobilisé les différents partenaires dans les huit territoires de la région pour former autant de « Cosmoss » qui ont tous pour objectif de travailler en complémentarité afin de mieux accompagner les jeunes dans leur parcours et leur réussite.

Une des premières préoccupations des partenaires a été d'identifier les vides de service et les bris de continuité dans le but d'assurer un soutien constant aux jeunes. Ils ont ainsi développé un modèle de référence qu'ils nomment leur continuum de services. Dans une seconde phase de développement, les partenaires se sont dotés d'un nouveau modèle de gouvernance afin de mieux connaître et mobiliser les ressources. On souhaite ainsi harmoniser les programmes et les pratiques dans le but de répondre aux besoins réels des jeunes. Avec les succès qui s'accumulent depuis sa création, Cosmoss fait la preuve qu'il est possible et souhaitable d'unir des forces de plusieurs horizons pour assurer le bien-être et la réussite des jeunes.

→ *Quelles sont les principales contraintes à la collaboration entre organismes et programmes?*

- ❖ Les organismes communautaires se méfient parfois des programmes issus des ministères ou des fondations privées.
- ❖ Il faut être vigilant quant au plan d'action à privilégier. Les organismes ne se reconnaissent pas nécessairement dans les objectifs scolaires qui figurent dans les plans de réussite des écoles. Il est donc difficile d'avoir une vision commune des solutions à apporter.
- ❖ Les écoles ne sont pas toujours ouvertes à l'idée de travailler en partenariat avec des organismes du milieu.

- ❖ Les partenariats école-organisme sont parfois difficiles à mettre en œuvre en raison du roulement de personnel dans les écoles.
- ❖ Le manque de financement est un frein à l'efficacité des démarches de concertation. On demande la collaboration des organismes communautaires mais ce sont surtout les institutions qui bénéficient des enveloppes allouées aux programmes.

→ *Quels sont les facteurs clé de réussite des collaborations?*

- ❖ Dans le dossier de la persévérance scolaire et la lutte au décrochage, les commissions scolaires doivent savoir se rallier la communauté. L'école, pour sa part, doit évoluer pour s'ouvrir davantage aux collaborations étroites avec les parents et les organismes du milieu.
- ❖ Les parents sont les mieux placés pour assurer l'efficacité d'une intervention. Ils voient souvent l'école comme un milieu hostile en raisons d'expériences négatives. Il faut donc travailler à rapprocher les parents et l'école.
- ❖ Les projets exigent de la patience car la concertation demande beaucoup de temps et l'obtention de résultats concrets n'arrive pas du jour au lendemain.
- ❖ Les projets de ce type requièrent de travailler à l' « horizontal » : tous les partenaires sont égaux, chacun pouvant contribuer en fonction de son expertise et de ses limites.
- ❖ Ces projets exigent des rencontres régulières afin de limiter les irritants pouvant nuire à la concertation. Des rencontres informelles entre les partenaires peuvent également faciliter la conciliation et la mobilisation des intervenants.
- ❖ Sans personne-ressource – ou agent de liaison – pour les soutenir, ces projets de concertation impliquant de nombreux partenaires sont très difficiles à instaurer. La permanence des ressources demeure aussi un critère de réussite des partenariats.
- ❖ Les partenaires doivent se rappeler la raison pour laquelle ils sont réunis : le bien-être et la réussite des jeunes.

À CONSULTER :

Annexe 9 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de M. Daniel Lafrance, de la commission scolaire de la Capitale (document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Annexe 10 :

Texte qui a accompagné la présentation de M. Alain Castonguay, de Cosmoss Rimouski-Neigette (document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

Synthèse scientifique du CTREQ :

Document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>

Cadre de référence du programme

Famille, école, communauté : Réussir ensemble :

http://www.meq.gouv.qc.ca/dfqa/politique/fecre/pdf/cadre_fecre.pdf

Site Internet de Cosmoss Bas-Saint-Laurent » :

<http://www.cosmoss.qc.ca/>

CONFÉRENCE

LES ENJEUX LIÉS À L'ÉVALUATION DES PRATIQUES EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

Vendredi 3 avril 2009, 9 h 45

Conférencière : Mme Lynda Binhas

Madame Lynda Binhas, détentrice d'un doctorat en sociologie, est chargée de projet en recherche et analyse au Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC). Elle enseigne les méthodes d'évaluation dans le cadre du MBA pour cadres spécialisés en entreprises collectives, offert à l'École des Sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal. Madame Binhas est également consultante auprès d'entreprises d'économie sociale et d'organismes d'action communautaire, notamment pour l'élaboration de mesures d'impact social et de diagnostics organisationnels, avec une approche axée sur la gestion de la qualité et des processus.

**Nous vous présentons ici le texte rédigé par Mme Binhas en préparation de sa conférence.
Nous la remercions de nous avoir permis de le reproduire intégralement
dans les actes de la rencontre.**

En 2004, le ROCQLD menait des travaux rattachés à la production du *Répertoire québécois des ressources en lutte au décrochage*. Ce répertoire a permis de recenser, à travers le Québec, plus d'une centaine d'organismes communautaires voués à la prévention du décrochage scolaire, à l'intervention auprès de décrocheurs et/ou au rattrapage scolaire. Par la suite, en 2006, le ROCQLD s'est intéressé aux besoins des organismes communautaires. Parmi ces besoins ressortait notamment un intérêt pour une plus grande reconnaissance des actions et expertises en matière de lutte au décrochage, pour une consolidation des activités et pour un financement plus adéquat, permettant aux organismes de mieux remplir leur mission.

Toujours en 2006, le ROCQLD tenait une première rencontre nationale autour du thème « Définir notre réseau, consolider nos actions », avec notamment pour objectif le partage d'une vision commune de l'action de lutte au décrochage en milieu communautaire et le partage d'informations et de pratiques.

Vous voilà réunis, en 2009, pour la tenue d'une deuxième rencontre nationale, axée autour de la connaissance et de la reconnaissance des pratiques menées par les organismes communautaires de lutte au décrochage. L'annonce de la tenue de cette rencontre nationale traçait en quelques lignes les grandes balises de la diversité et de l'importance des pratiques communautaires de lutte au décrochage :

- ❖ Supporter dans leurs efforts les jeunes du primaire, les jeunes du secondaire et les jeunes adultes issus de milieux diversifiés;
- ❖ Apporter aide et soutien aux parents;
- ❖ Agir à partir d'une grande diversité d'activités tout en prêtant une attention particulière aux caractéristiques individuelles et aux conditions du milieu duquel sont issues les personnes;
- ❖ Proposer des approches adaptées aux besoins spécifiques des élèves aux parcours atypiques;
- ❖ Intervenir en amont par le biais d'activités de prévention.

Ce à quoi on pourrait ajouter le titre évocateur d'un article paru récemment, « Décrochage scolaire : une réalité complexe qui nécessite souplesse d'intervention et diversité d'action », article cosigné par la directrice générale et le président du ROCQLD.

Nous prenons ainsi une toute première mesure de la diversité et de l'importance des pratiques communautaires de lutte au décrochage. Elles sont donc à faire connaître et à faire reconnaître. Le premier réflexe : consolider les actions, publiciser et diffuser. Lorsqu'elles sont menées largement, les stratégies de diffusion et de consolidation de l'expertise et des pratiques permettent une nette avancée au niveau de la connaissance des activités et des services offerts. Un pas est ainsi fait vers la reconnaissance des organismes dont la mission ou une partie de la mission est vouée au développement et à l'offre de ces activités et services. Cela dit, la reconnaissance passe de plus en plus vers une démonstration bien plus qu'exclusivement par une publicisation de l'offre de services et activités.

Faire connaître et surtout faire reconnaître l'expertise, l'importance, la diversité et la qualité des pratiques, c'est faire reconnaître l'utilité de ces mêmes pratiques, c'est en faire reconnaître l'impact dans la communauté. J'en suis plus que certaine, vous pourriez m'entretenir sans aucun problème sur cette expertise, sur l'importance, la diversité et la qualité des pratiques développées. Vous partiriez, alors d'un senti, de ce que vous voyez, de cas vécus, d'exemples, d'anecdotes. Est-ce là une démonstration de l'utilité, de l'impact social de votre organisme, des organismes communautaires de lutte au décrochage? Non. Est-ce suffisant pour faire reconnaître vos pratiques et votre expertise? Non. Est-ce suffisant pour contribuer à la pérennité des organismes et pour l'obtention d'un financement plus adéquat? Non. Une évaluation serait, alors, envisageable.

Et voilà, le mot est lancé... « évaluation »! Avec lui, viennent des réticences, des craintes et toute une conception. L'évaluation n'est pas d'abord et avant tout un outil pour la reddition de comptes, et ce, bien qu'elle la précise et la facilite. L'évaluation ne constitue pas un risque pour les organismes communautaires. Au contraire, elle est des plus utiles pour outiller le milieu communautaire, pour le faire connaître et le faire reconnaître.

Qu'est-ce que l'évaluation, au juste? C'est un processus s'appuyant sur une démarche méthodologique et visant à produire une mesure effective des activités et services d'un organisme ou d'un ensemble d'organismes partageant la même mission ou des mêmes éléments de mission, permettant ainsi de dépasser le senti, le vécu, les exemples, les anecdotes. Elle permet à l'organisme de mieux se connaître, de se situer, de s'orienter, de baliser ses actions, de s'outiller et éventuellement de se doter de stratégies et de moyens d'actions adaptés à sa propre réalité. Ce sont là des démarches évaluatives pouvant être rattachées entre autres à :

1. Une mesure du niveau de satisfaction des participants, des parents, des partenaires institutionnels;
2. Une mesure de l'adéquation des activités et services en regard des besoins;
3. Une recension des besoins émergents et des services et pratiques à moduler ou à développer pour y répondre.

Une démarche évaluative peut aussi permettre de déterminer avec précision l'impact social de l'organisme. Celui-ci sera alors en mesure de faire reconnaître son apport dans la communauté, et ce, auprès des individus, des institutions, telles que les écoles, les commissions scolaires, les partenaires des services sociaux, mais aussi auprès de ses pairs (organismes communautaires partageant la même mission et organismes communautaires œuvrant dans d'autres secteurs d'activités) et des bailleurs de fonds. C'est donc se connaître, se reconnaître en tant qu'organisme et se faire connaître et se faire reconnaître par la communauté, les partenaires, les pairs et les bailleurs de fonds. En ce sens, elle est plus un allié de nos pratiques qu'un élément de risque. L'évaluation n'est pas une démarche visant à mettre en place des normes de qualité, des critères de performance, des quotas à atteindre. Bien au contraire, elle documente et mesure avec précision votre apport dans la communauté, l'importance de vos pratiques, le caractère unique de votre expertise, tout en démontrant la nécessité d'assurer la pérennité de vos activités et services.

Comment cela fonctionne? Il faut tout d'abord bien camper les objectifs d'évaluation : pourquoi amorçait-on une telle démarche? Que vise-t-on? Sur quoi va porter l'évaluation? Qui va mener les travaux (l'organisme, les organismes avec leur regroupement, des chercheurs universitaires, une ressource consultante)? Vous me semblez avoir déjà amorcé ce type de réflexions à en juger par le thème de la première rencontre et par le thème de cette deuxième rencontre nationale. Vous avez exprimé un intérêt pour une plus grande reconnaissance des actions et expertises en matière de lutte au décrochage, pour une consolidation des activités et pour un financement plus adéquat, vous permettant de mieux remplir votre mission. Vous vous êtes dotés d'une vision commune de l'action de lutte au décrochage en milieu communautaire, vous avez partagé des informations et des pratiques. L'évaluation de votre impact social vous permettrait d'atteindre une reconnaissance, de consolider vos activités, de faire valoir le partenariat responsable (reconnaissance des expertises), d'assurer la pérennité de vos organismes et l'obtention d'un financement plus adéquat.

Donc, une fois les objectifs bien ciblés, il vous faudra développer des indicateurs à partir desquels vous aurez à bâtir un outil de mesure vous permettant de recueillir les données et informations nécessaires à la démonstration de votre impact social, de votre utilité sociale. Mais avant toute chose, vous devrez, à partir des objectifs d'évaluation, vous questionner sur « ce que vous êtes et ce que vous faites ». Ce sont là les axes de travail qui guideront les étapes de développement d'indicateurs et de construction de l'outil de mesure. En effet, votre impact dans la communauté passe par ce que vous êtes et par ce que vous faites. C'est donc dans votre mission, dans vos actions, donc dans votre pratique que se situe votre impact social. Il faut alors se questionner sur ce que représentent l'intervention, la pratique. Que fait-on quand nous intervenons? Quelles sont nos pratiques? Comment intervenons-nous auprès de chacune des catégories de participants desservies? Quels effets, quels impacts nos interventions ont-elles sur les participants? Vous me semblez, là aussi, avoir déjà bien avancé les travaux rattachés à cette étape de la démarche évaluative, puisque la recherche menée par le ROCQLD a permis de dresser une typologie des pratiques communautaires de lutte au décrochage, en identifiant les traits communs et les cinq familles de pratiques.

Par la suite, il faut aller voir ce qu'il en est dans la réalité. Il est donc nécessaire de bâtir un ou plusieurs outils de mesure (questionnaire, grille de groupe de discussion, grille d'entretien individuel) à administrer auprès de la ou des populations cibles (les participants, les parents des participants, les partenaires, etc.), afin de documenter les effets, les impacts des interventions menées. Ces données et informations devront être traitées pour établir des résultats sur lesquels il faudra tabler pour atteindre la reconnaissance visée.

Vous n'êtes pas seuls... Des ressources sont à votre disposition pour mener de tels travaux. Tout d'abord, des outils sont disponibles pour vous guider dans la mise en œuvre d'une démarche évaluative, notamment ceux du CSMO-ÉSAC, du Centre de formation populaire et de Relais-femmes. Des ressources sont aussi à votre disposition pour vous soutenir et vous accompagner dans la réalisation d'une telle démarche : l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale, les équipes de chercheurs universitaires, certains centres de formation et le CSMO-ÉSAC qui offre des services de soutien et d'accompagnement qui vont du support-conseil à l'élaboration complète de la démarche, en collaboration étroite avec l'organisme communautaire.

La tenue d'une démarche évaluative permettrait donc de documenter les actions, les connaissances, les pratiques, le savoir, les expertises et les approches développés par les organismes communautaires de lutte au décrochage. Elle permettrait spécifiquement d'en démontrer et d'en mesurer l'importance et les effets auprès des participants, de leurs parents et des partenaires institutionnels. L'enjeu central et l'objectif principal de cette évaluation devraient être ceux de la démonstration et de la mesure de l'impact social pour que soient connues et reconnues vos pratiques adaptées, porteuses et innovantes.

À CONSULTER :

Site Internet du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire :

<http://www.csmoesac.qc.ca/>

Site Internet du Centre de formation populaire :

<http://lecfp.qc.ca/>

Site Internet de Relais-femmes :

<http://www.relais-femmes.qc.ca/>

Site Internet de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale :

<http://www.aruc-es.uqam.ca/>

PRÉSENTATION

LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES VIRTUELLE DU ROCQLD : UN OUTIL DE PARTAGE DES EXPERTISES

Vendredi 3 avril 2009, 11 h 15

Présentation de Mme Isabelle Talbot-Fournier, agente de développement au ROCQLD et de M. Michel Plamondon, animateur de la communauté de pratiques virtuelle du ROCQLD.

Dispersés à travers le vaste territoire québécois, les travailleurs des organismes communautaires de lutte au décrochage disposent désormais d'un espace de réseautage, de partage et d'échange sur leurs pratiques. Principalement constituée d'un forum de discussion et d'une bibliothèque, la communauté de pratiques virtuelle du ROCQLD leur permettra, outre les échanges, de constituer peu à peu un capital de savoir collectif en constante évolution. Cette mise en commun de pratiques adaptées aux multiples besoins des jeunes en difficulté, autant qu'à la diversité des contextes où ils évoluent, représente un potentiel de développement des plus prometteurs en matière de lutte au décrochage.

Présentation de la communauté de pratiques virtuelle

Dans le cadre de cette 2^e Rencontre nationale, axée sur le partage des expertises, nous ne pouvions passer sous silence notre projet de communauté de pratiques virtuelle, un projet structurant à la fois pour le ROCQLD et pour tout le secteur que le regroupement représente, celui des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage. C'est d'autant plus à propos de vous parler de ce projet que nous avons expérimenté ce qu'est une communauté de pratiques au cours de ce colloque!

Nous vous proposons donc de voir de manière brève l'historique du projet, quelques éléments du concept de communauté de pratiques et enfin, une présentation en direct de la plateforme virtuelle.

La petite histoire de la communauté de pratiques du ROCQLD

Nous aimerions tout d'abord vous entretenir des origines du projet de communauté de pratiques. Comme vous le savez, à l'automne 2006, le regroupement a organisé une première rencontre nationale qui a réuni une centaine de participants ici même au Campus Notre-Dame-de-Foy. L'atelier intitulé « La communauté de pratiques virtuelle : un moyen de briser l'isolement et d'échanger sur nos expertises? » a permis de valider la pertinence d'une communauté de pratiques pour les organismes communautaires de lutte au décrochage. En effet, les participants ont clairement exprimé le besoin de se réseauter pour mieux s'informer et partager leur expertise terrain.

Dans les faits :

- ❖ Les organismes communautaires de lutte au décrochage sont situés aux quatre coins du Québec. Il est donc difficile pour les coordinations et intervenants de se rencontrer sur une base régulière pour échanger.
- ❖ Les organismes communautaires sont très réseautés au niveau local mais peu au niveau « supra-local ».
- ❖ Il existe une multitude de pratiques innovantes qui ne demandent qu'à être mieux connues.

Dans ces conditions, un espace d'échange virtuel est un outil tout à fait approprié pour abolir les distances et partager l'expertise, les problématiques vécues et les outils d'intervention.

À la suite de la 1^{re} *Rencontre nationale*, nous avons mis sur pied un comité « Communauté de pratiques » qui s'est réuni à quelques reprises au printemps 2007 et ensuite, dans sa seconde version, au printemps 2008. Nous avons été soutenus dans nos démarches par le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) et son directeur général, M. Michel Gauquelin.

Les mandats du comité « Communauté de pratiques » étaient de :

- ❖ Déterminer qui seraient les participants;
- ❖ Déterminer quels seraient les besoins à combler;
- ❖ Déterminer quelle forme prendrait la communauté et quelles en seraient les principales fonctionnalités.

Une fois nos besoins identifiés, nous avons mandaté une firme pour créer un nouveau site Internet ainsi qu'une plateforme destinée à la communauté de pratiques.

La communauté a été officiellement lancée en octobre 2008 auprès des membres du regroupement. C'est en effet une première étape dans le développement du projet : rendre la plateforme accessible aux praticiens de nos groupes membres. Il y a deux raisons à cela : 1) la nécessité de tester le système; 2) des contraintes financières qui ne nous permettent pas pour l'instant d'élargir le cercle des participants. En bref, la communauté est en fonction depuis quelques mois maintenant pour les membres du ROCQLD.

La minute théorique sur le concept de « communauté de pratiques »

À la lumière des travaux qui ont été faits sur le sujet, les communautés de pratiques peuvent se définir à travers différentes caractéristiques (Wenger, McDermott et Snyder, 2002)¹ :

- ❖ Ce sont des groupes de personnes qui se rassemblent afin de partager et d'apprendre les unes des autres;
- ❖ Ces personnes sont tenues ensemble par un intérêt commun dans un champ de savoir particulier;
- ❖ Elles sont conduites par un désir et un besoin de partager des problèmes, des expériences, des modèles et des outils;
- ❖ Elles approfondissent leurs connaissances en interagissant sur une base continue et à long terme.

Depuis quelques années déjà, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont permis d'envisager le développement de communautés de pratiques *virtuelles* qui s'appuient sur une plateforme Internet. Elles permettent les échanges à distance et le rapprochement de praticiens qui sont éparpillés sur un vaste territoire. Les nouvelles technologies ont donc ouvert un tout nouveau champ de possibilités pour les groupes de personnes qui veulent partager et apprendre les unes des autres : former une communauté de pratiques, mais peu importe où l'on se trouve au Québec ou ailleurs dans le monde.

¹ Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO), *Travailler, apprendre et collaborer en réseau - Guide de mise en place et d'animation de communautés de pratique intentionnelles*, 2005.

Les avantages d'une communauté de pratiques comme celle du ROCQLD

Les communautés de pratiques comme celle du ROCQLD offrent une multitude d'avantages pour leurs participants :

- ❖ Constituer un véritable réseau de personnes qui œuvrent dans le même domaine, sans qu'elles aient à se déplacer;
- ❖ Briser l'isolement des organismes et des gens qui y travaillent;
- ❖ Partager des connaissances sur tous les sujets, tant que cela reste en lien avec la problématique principale, bien sûr : pratiques, outils d'intervention, gestion, collaborations, partenariats, etc.
- ❖ S'initier à de nouvelles pratiques.

Les obstacles : mieux vaut prévenir que guérir!

Le développement de communautés de pratiques n'est pas sans obstacle. Les expériences vécues par d'autres réseaux montrent qu'il faut être vigilant vis-à-vis certains « dangers ».

- ❖ Le temps : le temps constitue l'un des principaux obstacles au succès d'une communauté. Comment peut-on intégrer la communauté dans notre quotidien? Comment trouver le temps pour l'utiliser de manière profitable? Si la communauté fonctionne bien, les participants vont pouvoir y trouver une foule d'outils et de conseils leur permettant de développer leur expertise. Ils gagneront ainsi du temps!
- ❖ Les technologies : l'aspect « technologique » de la plateforme virtuelle peut en rebuter plus d'un. Or, l'utilisation de ce type d'outil n'exige pas de connaissances technologiques poussées. C'est plus simple encore que les logiciels de gestion de messagerie électronique (ou presque!).
- ❖ La gêne : certains pourraient éprouver une certaine gêne à faire connaître leurs pratiques, à émettre une opinion. Il ne faut surtout pas avoir peur d'y livrer ses états d'âme et ses bons coups : les communautés de pratiques sont comme une « confrérie » qui est ouverte, respectueuse et qui donne le droit à l'erreur.

Les perspectives de développement

Comme nous l'avons déjà souligné, la communauté de pratiques virtuelle est ouverte aux organismes membres du ROCQLD depuis novembre dernier. Elle n'en est donc qu'à sa première phase de développement. Dans un deuxième temps, l'outil sera accessible à l'ensemble des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage. Une troisième phase de développement intégrant des formations en ligne est également à l'étude.

À CONSULTER :

Annexe 11 :

Diaporama qui a accompagné la présentation de la communauté de pratiques virtuelle (document PDF disponible sur le site Internet du ROCQLD : <http://rocqld.org/public/>)

MOT DE LA FIN

Allocution de M. Jean-François Lapointe, président du ROCQLD

Vendredi 3 avril 2009, 11 h 45

Avant que chacun ne reprenne la route, aussi revitalisé que je peux l'être moi-même par ces deux journées d'échange je l'espère, je tiens à remercier encore une fois tous nos partenaires : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec, la Centrale des syndicats du Québec, le Groupe CGI ainsi que l'Association de l'industrie électrique du Québec. Et il ne s'agit pas d'une simple formule, je le dis très sincèrement : sans leur soutien, un événement comme celui-là ne serait tout simplement pas possible. Je tiens aussi à saluer à nouveau la précieuse contribution de toutes les personnes-ressources qui ont su donner vie aux diverses activités de la rencontre. Je me dois également de souligner le travail remarquable du comité organisateur ainsi que celui de l'équipe du ROCQLD.

C'est toujours difficile de livrer comme cela, sur le vif, l'impression générale que nous laissent deux journées aussi bien remplies et riches d'échanges de toutes sortes. Mais je pense que vous conviendrez avec moi que l'ouverture et la convivialité étaient au rendez-vous! On a pu le constater une fois de plus : l'intersectorialité est vraiment au cœur du travail de nos organismes. C'est sans doute en bonne partie la nature même de nos activités qui a fait que l'esprit d'échange et de collaboration nous est peu à peu devenu comme une « seconde nature ». Au cours de ces deux journées, j'ai pu constater que c'est aussi beaucoup à notre authenticité que nous devons ce climat particulièrement chaleureux et inclusif qui prévaut dans nos échanges, même lorsque les avis sont partagés. C'est sur cette authenticité que s'appuie le respect mutuel qui teinte si fortement nos discussions, quels que soient nos interlocuteurs.

Alors, inutile de vous dire que nous sommes bien loin de repartir les mains vides de cette stimulante rencontre. Plus que jamais, nous sommes déterminés à participer activement à l'effort de mobilisation nationale en faveur de la persévérance scolaire et de la réussite éducative. Conscients d'occuper un espace d'intervention unique, de constituer un lien privilégié avec ces jeunes que l'école a tant de mal à rejoindre, nous comptons bien tout mettre en œuvre pour leur offrir les meilleures chances de succès. Les discussions de ces deux derniers jours nous amèneront aussi à entreprendre un travail de réflexion sur l'opportunité de développer des outils d'évaluation de nos pratiques qui répondent à nos besoins, tout en respectant nos valeurs et l'autonomie de nos actions.

Et puis, en discutant de la suite à donner à cette 2^e *Rencontre nationale des organismes communautaires de lutte au décrochage*, il nous est aussi venu cette idée d'une troisième rencontre qui ferait la part belle aux jeunes et à leurs parents. C'est donc sur cette joyeuse perspective que je vous laisse, tout en vous souhaitant un bon retour. Et merci encore pour votre participation enthousiaste!